

le magazine du social dans l'Ain

INTER action

N° 92 . JUILLET 2017

INTERVIEW

Marie-Joëlle Guillaume
Auteur d'une biographie de saint
Vincent de Paul /p. 6

TABLE RONDE

Les métiers du domicile,
un enjeu de formation
et de promotion /p. 11

REPORTAGE

Association Gabr Yelé :
l'art et la matière pour embellir
l'enfance /p. 46

DOSSIER

Champ libre à l'autonomie !

(p. 37 à 45)

La nouvelle offre en ligne de **Adapei 01 services**



Les ESAT et Entreprises adaptées sont sur
<http://adapei01-services-industries.fr/>

- Nettoyage de locaux** - En savoir plus
- Éco-gestion archives** - En savoir plus
- Blanchisserie** - En savoir plus
- Horticulture** - En savoir plus
- Menuiserie** - En savoir plus
- Logistique** - En savoir plus
- Restaurant Service traiteur** - En savoir plus
- Usinage Mécano-soudure** - En savoir plus
- Couture industrielle** - En savoir plus
- Cafétéria Portage de repas** - En savoir plus
- Prestations tertiaires** - En savoir plus
- Conditionnement Assemblage** - En savoir plus
- Entretien Espaces verts** - En savoir plus



N° 92 • JUILLET 2017



Entre nous
Jean-Pierre Laurent
 Président du Groupement
 des Parkinsoniens de l'Ain /

→ p. 14



Le **trimestre en images** /
 p. 4-5



Dossier
Champ libre à l'autonomie !

→ p. 37-45



Interview
Marie-Joëlle Guillaume
 Auteur d'une biographie
 de saint Vincent de Paul /

→ p. 6-8



Reportage
Association GabrYelé : l'art et la
 matière pour embellir l'enfance /

→ p. 46-47



Portrait
Elisabeth Borrel
 Juge des tutelles

→ p. 10



Table ronde
Les métiers du domicile,
 un enjeu de formation
 et de promotion /

→ p. 11-13



Le **Cahier partenaires**
 20 pages d'actions et d'initiatives des
 opérateurs sociaux et médico-sociaux
 du département. /

→ p. 15-36

Le magazine trimestriel de l'action sociale dans l'Ain

Partenaires : Adapei, ADAPA, ADMR, ALFA3A, Bourg Habitat, Caf de l'Ain, Conseil départemental, Dynacité, MSA Ain-Rhône, Orsac, Semcoda, Udaf de l'Ain.
Directeur de la publication : Jacques Dupoyet. **Directeur de la rédaction** : Alain Gilbert. **Rédaction** : Agnès Bureau, Christophe Milazzo, Annick Puvilland.
Réalisation : Abscisse Communication - 27, rue des Bons-Enfants 01000 Bourg-en-Bresse - Tél. 04 74 24 44 44. **Photos Une et Dossier** : Corinne Bertrand. **Impression** : Imprimerie Multitude. Tirage : 10 000 ex. N°ISSN : 1260-528X

www.interaction01.info

Contacts : AG : alain.gilbert@interaction01.info
 Rédaction : redaction@interaction01.info

AP : annick.puvilland@interaction01.info

FLASH

Le trimestre en images

→ Ça roule pour les Estivales !



Le 5 juin, la quatrième édition des Estivales de l'Adapei s'est déroulée à Ambérieu-en-Bugey. Une journée de fête pour les usagers, les parents et les professionnels. Au programme : présentation des activités, vente de réalisations, spectacles de théâtre et de cirque... Mais le fil rouge, événement phare, était le Jumbo. Toute la journée, les usagers ont pu embarquer pour un tour dans les rues d'Ambérieu et des environs à bord de l'une des dix-huit voitures de collection présentes pour l'occasion.



→ Une famille de Vonnas reçue par François Hollande

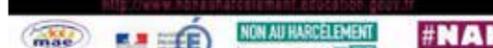
Une famille de Vonnas a reçu la médaille de la Famille et a été reçue par François Hollande à l'Élysée en décembre 2016. Il s'agit de Mme Tho-Yang, l'heureuse et courageuse mère de huit enfants, qui a rendu hommage avec beaucoup d'émotion à son mari aujourd'hui disparu.

→ Non au harcèlement !

LES PAROLES MARQUENT



LUTTONS CONTRE LA VIOLENCE
ET LE HARCELEMENT SEXISTE



Les élèves du conseil de la vie collégienne du collège Thomas Riboud à Bourg-en-Bresse avaient choisi de réaliser un clip vidéo. Des élèves de 4^e du collège Jean Compagnon à Reyriex ont opté pour la création d'une affiche. Bravo à tous, doublement primés au concours national « Non au harcèlement », en catégorie 4^e-3^e !
Meilleure vidéo et mention spéciale Coup de cœur des professionnels de la communication pour le clip *Harcèlement scolaire* : entre cauchemar et réalité, qui sera diffusé sur les écrans à l'automne, dans le cadre d'une campagne nationale.
Meilleure affiche et prix spécial Harcèlement sexiste et sexuel pour l'affiche *Violences, vous voulez dire VIOLENCES !*



→ Gros chèque

20 000 € ! Le chèque remis par Claude Laurent au nom du Rotary Club de Bourg est conséquent. Il aidera les familles et particulièrement les enfants malades, a expliqué le président de la Ligue contre le cancer, Jean Bruhière. Il anime la commission d'action sociale de six membres chargée d'examiner les dossiers. « Il s'agit souvent d'achat de prothèses capillaires. »

→ L'intergénérationnel en vacances



Intergénérationnel était le séjour de vacances organisé en avril, au centre AVMA de Vögue (Ardèche), par le réseau des MARPA Ain-Rhône. Cinq jours durant, il a réuni quinze résidents et quinze élèves de la MFR de Montluel, encadrés par deux enseignants de MFR, deux professionnels et deux bénévoles des MARPA. Au programme : visites, dégustations, soirées animées... Les échanges se poursuivent au-delà du séjour : une première rencontre de retrouvailles a déjà été organisée le 31 mai.



→ Cultures d'ici et d'ailleurs

Dimanche 21 mai, à Bourg-en-Bresse, la journée Cuisines du monde a attiré bon nombre de Bressans, venus découvrir et partager les spécialités d'ici et d'ailleurs (exemple sur la photo, les danses turques). À noter, la présence de trois nouvelles associations, Illiria (Albanie/Kosovo), Délices et bonté (Maroc) et Africa U, les ateliers cuisine et maquillage, la participation du Groupe folklorique de la Bresse. Les liens entre la Bresse et le collectif Ain'pacte se renforcent : le Musée départemental - Domaine des Planons prépare pour 2018 une exposition réunissant des photos et témoignages vidéo autour du film « Mémoires de bressans ».



Rencontre avec **Marie-Joëlle Guillaume**, auteur d'une biographie consacrée à Vincent de Paul

« Châtillon occupe une place particulière : c'est là que l'explosion de charité a commencé. »

LA SOLIDE BIOGRAPHIE QUE MARIE-JOËLLE GUILLAUME VIENT DE CONSACRER À VINCENT DE PAUL TOMBE À PIC : CHÂTILLON-SUR-CHALARONNE S'APPRÊTE À FÊTER LE 400^e ANNIVERSAIRE DE L'ARRIVÉE DU PRÊTRE DANS LA PAROISSE. JUSTE HOMMAGE : LA CITÉ DOMBISTE EST DEVENUE LE POINT DE DÉPART DE L'ŒUVRE VINCENTIENNE QUI RAYONNE AUJOURD'HUI ENCORE DANS LE MONDE ENTIER. APÔTRE DE LA CHARITÉ, SAINT TRÈS POPULAIRE ET TOUJOURS HONORÉ, L'HOMME FUT UN PRÉCURSEUR. BEAUCOUP D'ORGANISATIONS CARITATIVES SE SONT INSPIRÉES DE SES INTUITIONS ET DES RÈGLEMENTS QU'IL A RÉDIGÉS POUR LES SOINS DU CORPS ET DE L'ÂME.

MARIE-JOËLLE GUILLAUME ÉVOQUE AVEC FOUGUE ET TALENT L'HOMME VINCENT QU'IL EST ESSENTIEL DE REPLACER DANS LE CONTEXTE DE L'ÉPOQUE POUR COMPRENDRE LA SINGULARITÉ DE SON SACERDOCE AU SERVICE DE CE QU'ON APPELAIT ALORS LA CHARITÉ ET DE CE QUE L'ON NOMME AUJOURD'HUI LA SOLIDARITÉ. L'UNE ET L'AUTRE S'INSCRIVENT DANS UNE DIMENSION SPIRITUELLE INDISPENSABLE POUR DONNER DU SENS AU SERVICE DES AUTRES, TOUT PARTICULIÈREMENT DES PAUVRES.

Pourquoi accorde-t-on tant d'importance au séjour à Châtillon ?

En 1617, Vincent de Paul a 36 ans. Il n'est donc plus dans sa prime jeunesse ; cet enfant de la terre, fils de paysan, a déjà de l'expérience. Les cinq mois qu'il passe à Châtillon vont avoir une importance capitale pour lui, mais aussi pour le royaume de

France qui connaît avec la Contre-Réforme catholique un élan spirituel sans précédent. C'est un commencement radical : avec la naissance de la première Confrérie de la Charité, il y a tout juste quatre cents ans, Vincent donne une inflexion déterminante à ce que l'historien Henri Brémond a appelé l'humanisme dévot, c'est-à-dire le christianisme incarné dans la vie.

Comment arrive-t-il en Dombes ? On a parlé de fuite...

On l'a fait par analogie avec l'épisode de sa captivité en Barbarie, dont on a douté, ce qui m'a conduit à mener une véritable enquête. Non, il ne fuyait pas. C'est Bérulle, son directeur spirituel, celui-là même qui l'a fait nommer en 1610 curé de Clichy et qui l'a envoyé ensuite chez les Gondi, le général des galères, qui le recommande en 1617 à l'archevêque de Lyon, Mgr de Marquemont, dont dépendent les Dombes.

On ne comprend rien à cette décision si on ne fait pas référence au sermon de Folleville, un village aux confins de la Somme et de l'Oise. Le 25 janvier 1617, Vincent, qui vient de recevoir la confession d'un mourant, prêche pour les confessions générales. Un sermon enflammé qui déclenche un élan de conversions. Il ne peut plus être le précepteur des jeunes seigneurs que deviendront les enfants Gondi ; il veut se donner « aux pauvres des champs ». Il a la révélation qu'être au plus près des pauvres, c'est être au plus près de Dieu, leur donner les moyens de trouver ou de retrouver le Seigneur.

“ *On ne sépare pas le soin du corps et le soin de l'âme.* ”

Il arrive dans un milieu qui ne lui est pas étranger, dans une paroisse où les cloches sont, écrivez-vous, en bon état.

Le célèbre film de Maurice Cloche, *Monsieur Vincent*, laisse croire le contraire. Le Bugey et le pays de Gex viennent d'être rattachés à la France. Comme beaucoup de villages, Châtillon a été ravagée par les guerres. Mais les dommages ont été très vite réparés puisque trois ans après, Châtillon passe pour une paroisse pilote, avec un vicaire apprécié, l'abbé Louis Girard. Vincent n'aura aucun mal à prendre ses marques pour commencer à évangéliser.

La paroisse comptait des réformés.

Beaucoup moins qu'on ne l'a dit, si l'on en croit les découvertes faites par le père Koch aux Archives du Rhône. Vincent mène son travail de curé jusqu'au jour, un dimanche d'août, où on vient le chercher pour qu'il se rende dans une famille des environs en grande détresse. Tout le monde est malade sans personne pour s'occuper de chacun. Il évoque cette détresse dans son sermon, ce qui déclenche un élan de générosité. Les gens se précipitent, apportent des denrées et des médicaments ; lui apporte les sacrements. Tout cela, c'était presque trop en un seul moment, même si la famille a été sauvée.

Vincent comprend qu'aider les pauvres ne peut pas être qu'un mouvement spontané, qu'il faut que cela s'organise. À destination des dames qu'il a commencé à rassembler et qui vont le seconder admirablement, il va établir le règlement de la première confrérie de la Charité qui sera accepté par Mgr de Marquemont à Lyon, le 8 décembre 1617. Ce règlement sera la source et le centre de tous les autres règlements par les confréries.

En quoi est-il original ?

Par cette capacité qu'a l'homme Vincent à être très rigoureux au plan des choses juridiques, très concret dans l'organisation matérielle, très précis dans les soins et l'assistance et, en même temps, très soucieux des choses spirituelles. Le patron de la confrérie, c'est bien notre Seigneur Jésus-Christ puisque, selon sa parole, « Ce que vous faites au plus petit d'entre eux, c'est à moi que vous le faites. »

Le règlement rédigé par Vincent de Paul dans un élan est un texte très prenant.

C'est un texte resté célèbre, une petite merveille du sens du concret et de finesse psychologique. Il recommande par exemple à la servante du jour de préparer le repas avec des détails très concrets qui annoncent l'hygiène moderne, comme faire laver les mains aux malades. Il recommande, pour les repas, de commencer par les malades qui ont des personnes autour d'elles afin de rester plus longtemps auprès de ceux qui sont seuls. Ce premier essai a été un coup de maître. Toutes les autres charités se sont inspirées de ce texte fondateur et prophétique. Tous les règlements concilient spirituel et temporel. C'est la marque de la Congrégation de la Mission qu'il fondera par la suite. On ne sépare pas le soin du corps et le soin de l'âme. C'est aussi la marque de Châtillon : on fête cette année le 400^e anniversaire du charisme vincentien.

Qu'en reste-t-il ?

Une présence très forte dans le souvenir des gens. Je me suis beaucoup promenée en France pour écrire ce livre. Dans les Landes, en Picardie, à Richelieu... C'est fou comme Vincent est implanté dans la terre de France. Pour moi, c'est comme s'il était là hier. Châtillon occupe une place particulière : c'est là que l'explosion de charité a commencé.

Vous l'appellez par son prénom. 

“ *Vincent est aussi resté lui-même, le petit paysan des Landes avec ses galoches.* ”

C'est mon héros et j'ai écrit une biographie historique qui se nourrit de son époque. Il sera déclaré saint plus tard. Je refuse d'anticiper. Vincent, c'est un homme qui partage pleinement la condition humaine. Mais il a connu aussi, à deux reprises entre 1610 et 1616, une nuit de la foi. Ces doutes très forts disparaîtront à partir du moment où il aura pris la décision de donner sa vie aux pauvres. C'est Dieu qui l'a amené aux pauvres et non les pauvres qui l'ont amené à Dieu.

Dans nos livres d'histoire – d'hier, pas d'aujourd'hui – Vincent de Paul avait sa place. Un saint laïcisé en quelque sorte.

J'ai relu le Mallet et Isaac qui insiste sur le rôle qu'il a joué pen-

dant la Fronde pour soulager les misères engendrées par cette guerre. Ses contemporains étaient encore plus frappés que nous par le rôle de Vincent et de la Congrégation de la Mission dans un pays ravagé plusieurs fois par des violences insensées. Nous, nous avons en tête son action d'aumônier général des galères ou de protecteur des enfants trouvés qui étaient très nombreux à cette époque. Vincent a beaucoup rayonné en son siècle.

Il y a avait l'image d'une silhouette, dans Paris, portant dans ses bras un enfant...

C'est un peu une image d'Épinal. Il a toujours été sur le terrain, jusqu'aux limites de ses capacités physiques, c'est-à-dire tout près de sa mort. Vincent de Paul a incarné à la fois une France concrète et une France la tête dans les étoiles. C'est bien nous ! Il est aussi resté lui-même, le petit paysan des Landes avec ses galoches.

Vous faisiez allusion au film *Monsieur Vincent* qui a connu un succès considérable.

Un succès immense qui a marqué toute une génération. En 2012, pour le 400^e anniversaire de son arrivée à la cure de Clichy, le film remasterisé a été projeté, preuve que Vincent suscite toujours l'intérêt et garde toute son actualité. Ce fut un organisateur hors pair qui a su assurer la suite. Il ne s'est pas contenté d'agir et de faire agir : il a eu le souci de transformer les initiatives en institutions, avec les Filles de la Charité ou la Compagnie de la Mission, les Enfants-Trouvés. Tout cela lui a survécu et son esprit reste bien vivant. Au XIX^e, Frédéric Ozanam a fondé la société de Saint-Vincent-de-Paul, plein d'admiration qu'il était pour Sœur Rosalie, une fille de la Charité célèbre dans son quartier parisien pour son action auprès des pauvres. La société de Saint-Vincent-de-Paul a connu un formidable développement à travers le monde.

C'était un meneur d'hommes mais aussi de femmes auxquelles il a donné un rôle dans l'Église et dans la société.

Dans les sources écrites qui sont nombreuses – près de trois mille lettres – on passe de la direction spirituelle à la direction administrative, avec aussi l'organisation très

pratico-pratique, pour des questions de ravitaillement, par exemple. Toujours ce double aspect spirituel et temporel.

J'ai coutume de dire que Vincent pourrait être le saint patron des directeurs de ressources humaines parce qu'il avait l'art de l'administration des choses et de la gouvernance des hommes et des femmes. Il confiait aux femmes des responsabilités de gestion quasi professionnelles, ce qui était effectivement neuf dans l'Église. Il avait le souci de rendre et de demander des comptes dès qu'il s'agissait de l'utilisation de fonds. Il savait placer les gens et prendre conseil. Il avait de plus le sens de la subsidiarité : il laissait les gens agir à leur niveau, tout en leur assurant qu'ils pouvaient compter sur lui. Le film *Monsieur Vincent* le présente à tort comme un homme seul. Pas du tout : il vivait en communauté, s'appuyait sur deux secrétaires, disposait de nombreux relais.

Que reste-t-il des œuvres de saint Vincent ?

Nous fêtons cette année à Châtillon-sur-Chalaronne la naissance des Dames de la Charité qui étaient des laïques. Ce mouvement perdure sous la forme de l'association internationale des Charités qui sont leurs héritières. À ne pas confondre avec l'ordre religieux, les Filles de la Charité, dont la maison mère est rue du Bac à Paris. L'ordre étant peu nombreux aujourd'hui en France, nous avons tendance à oublier que, comme la Congrégation de la Mission, il est très implanté partout dans le monde auprès des plus pauvres.

En quoi l'action sociale d'aujourd'hui s'inspire-t-elle de Vincent de Paul ?

Il y a eu une évolution " administrative " de la charité ; nous sommes plutôt aujourd'hui dans la solidarité. Je n'en nie pas la noblesse, mais je dis que ce n'est pas la même chose. On ne s'adresse pas aux mêmes sources. On pense que les structures auront le dernier mot, qu'il faut un bon plan pour réussir. Il en va de même pour l'évangélisation qui semble ignorer les injonctions de la Providence. Même les catholiques sont contaminés par l'esprit du monde. Ils pensent que s'ils sont bienveillants, s'ils font du bien, s'ils s'occupent objectivement des pauvres, tout est fait. Ce n'est pas la vision vinctienne qui voulait que l'on parle aux pauvres avec la ferveur des apôtres. C'était ce qu'il appelait sa « petite méthode ». Pourquoi voulait-il dès Châtillon former des prêtres ? Pour qu'ils aillent dans les campagnes apporter le trésor de Dieu et montrer qu'il n'était pas réservé aux gens privilégiés.

Pour beaucoup, aujourd'hui, la solidarité signifie encore donner sa vie pour les autres.

C'est vrai. Vincent vous répondrait qu'il y a du bien dans tout et qu'effectivement donner sa vie pour aider les autres, c'est avoir compris beaucoup de choses. Mais il suggérerait que sans le Christ, on n'a pas encore tout compris !

Le retrait des religieuses du monde hospitalier et des soins a marqué toute une génération qui a dû, à sa façon, assurer la transition et combler un manque.

On ne le dit pas, mais nous sommes aujourd'hui très orphelins de cette présence. L'hôpital a perdu toute sa spiritualité. Il suffit d'entendre les discussions sur la fin de vie, sur l'euthanasie. Personne n'a l'air de considérer que la mort est peut-être le moment de la rencontre avec Dieu. Souffrir, ne pas souffrir... Il faut laisser à chacun la possibilité de la rencontre.

Propos recueillis par Alain Gilbert

Vincent de Paul
Un saint au Grand Siècle
par Marie-Joëlle Guillaume
éditions Perrin
www.editions-perrin.fr

LA MIFE PARTENAIRE DE LA FONDATION AGIR CONTRE L'EXCLUSION

Enedis (ex-ERDF) recrute des seniors

→ Expérimentée à Lyon en 2016, l'opération de recrutement de seniors lancée par Enedis (ex-ERDF) via la Fondation agir contre l'exclusion (FACE), en partenariat avec les acteurs de l'emploi, visant à pourvoir quatorze postes – amenés à disparaître dans quelques années avec l'arrivée du numérique –, a porté ses fruits. Renouvelée en 2017, elle s'est étendue à l'Ain. La MIFE s'est associée à l'opération, rondement menée. Treize postes (conseiller clientèle, appui technico-administratif, cartographe...) étaient à pourvoir, dont six à Bourg-en-Bresse. Le 11 mai, à Bourg, la réunion d'information collective destinée aux demandeurs d'emploi d'au moins 57 ans, inscrits à Pôle Emploi depuis plus de trois mois ou bénéficiant d'un contrat de sécurisation professionnelle, a attiré six personnes.

« Travailler avec des partenaires comme la MIFE, qui préparent l'opération en amont, permet d'avoir des candidats éligibles aux postes, même s'ils sont peu nombreux, plutôt que faire venir beaucoup de personnes mais qui repartiront déçues car elles n'entreront pas dans les critères » souligne Naïma Zariouh, directrice adjointe de FACE Grand Lyon.

La suite s'enchaîne très vite : entretiens individuels de pré-sélection avec tests informatiques, présentations au jury des candidats présélectionnés, entretiens avec le manager, immersion en entreprise durant deux semaines, pour une prise de postes fin juin - début juillet. Ces emplois, en CDD seniors et/ou CAE, permettent aux bénéficiaires de compléter leurs droits pour une retraite à taux plein. ●

www.fondationface.org

MÉMOIRES DE QUARTIERS

« On est tous de passage » à Ambérieu-en-Bugey

→ Inscrit en politique de la ville, le quartier Gare à Ambérieu-en-Bugey est à l'aube de son renouvellement urbain. L'Atelier du Réverbère accompagne cette mutation avec un projet de création participative, associant habitants de tous âges et toutes origines sociales et culturelles, commerçants, associations... Lancé en mai, le projet est sur les rails, avec pour première étape la collecte de témoignages d'habitants sur la vie de ce quartier à l'histoire étroitement liée à celle du rail et des migrations. Ils seront matière, à l'automne, à un livre de nouvelles de fiction, écrites par Sylvie Delom, illustré de photos anciennes et contemporaines, qui sera distribué en gare et dans les commerces. En décembre, débiteront les ateliers de préparation de la conviviale déambulation-spectacle festive, parlée, chantée, musicale, gustative, « On est tous de passage », prévue le dimanche 28 avril 2018. Une exposition de photos anciennes, de l'action et des mutations en cours prolongera le tout à la fin de l'hiver 2018. ●

www.atelier-du-reverbere.com Tél. 04 74 34 14 21

RE-CRÉATION AUX ALANIERES DE BROU

Une exposition très nature et hors l'ITEP

→ Les deux premières avaient rencontré le public, hors les murs, à la Tannerie. La troisième a orné les murs de La Buvette, au centre-ville burgien, en mai. Chaque année, un groupe d'ados internes aux Alaniers de Brou se lance dans l'aventure de la création artistique, avec Marie-Jo Segarra et Brigitte Ryon-Champlat, éducatrices. Ils étaient sept cette année, avec pour thème d'inspiration la nature. Leurs œuvres individuelles et collectives composent l'exposition « Re-création ». Aux tableaux fleuris et vifs mandalas, se sont joints pour la fête d'été de l'ITEP, le 24 juin, les épouvantails mode créés à partir de matériaux recyclés. À découvrir ensuite durant l'année, au restaurant d'application ouvert au public les lundis et jeudis. ●

Tél. 04 74 22 14 12 www.orsac.fr



→ Peinture, découpage, collage, assemblage ont réuni les ados lors d'ateliers créatifs, avec pour objectif une double exposition, en externe et en interne.

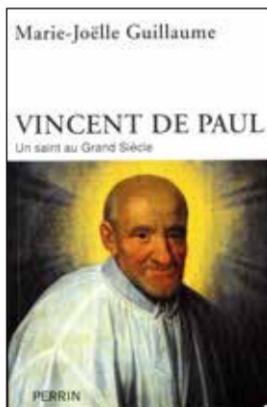
ACCUEIL DES MIGRANTS

Nouvelle formule pour l'ex-hôtel Formule 1

→ Comme une soixantaine d'autres hôtels Formule 1 en France, celui de Péronnas a changé de public. Cédés par le groupe Accord à la SNI, dans le cadre d'un appel d'offres national, ils ont désormais vocation à accueillir des demandeurs d'asile. À la périphérie burgienne, le nouveau PRAHDA*, géré par l'Adoma, a ouvert 45 premières places le 22 juin, qui seront complétées par 40 autres en septembre, après travaux d'aménagement (notamment la création de cuisines à l'étage, la structure en chambre « duo » ou « trio » étant conservée). « Les personnes sont orientées par l'OFII, nous travaillons en collaboration avec Alfa3a. Nous avons rencontré le maire et les adjoints de la commune »,

indique Muriel Joly-Schietz, directrice adjointe d'Adoma Auvergne Rhône-Alpes. La participation des associations caritatives et des bénévoles est la bienvenue, tout comme les dons de vélos qui faciliteront les déplacements des résidents. Quatre emplois, dont deux d'intervenant social, ont été créés. L'établissement est le deuxième géré dans l'agglomération burgienne par l'Adoma : avenue de Marboz à Bourg, le foyer Les Marronniers comprend une résidence sociale de 81 places et un CADA de 80 places. ●

* Programme d'accueil et d'hébergement des demandeurs d'asile



“ Vincent pourrait être le saint patron des directeurs de ressources humaines. ”



→ « J'aime être une soluti

ÉLISABETH BORREL
JUGE DES TUTELLES
AU TRIBUNAL D'INSTANCE DE BELLEY

Pour une Justice debout !

NOUS AVIONS APPRÉCIÉ SES PROPOS ET LE TON DE SA VOIX LORS D'UNE TABLE RONDE CONSACRÉE AUX TUTELLES. ELLE AVAIT FAIT LE DÉPLACEMENT À BOURG POUR TÉMOIGNER DE SON MAGISTÈRE. NOUS SOMMES ALLÉS À BELLEY LA VISITER DANS SON MINISTÈRE...

Pour ses soixante ans, Elisabeth Borrel a changé de palais. Un coup de folie partagé avec des amies, un dépaysement total. Tandis que l'orage tonne aux fenêtres du Palais de justice de Belley, Madame le juge d'instance semble être restée encore un peu à Saint-Ternobourg, égarée dans l'immensité du Palais de l'Ermitage qu'une vie ne suffirait à visiter tout entier, dit la légende. Dur retour dans ce tribunal dont elle apprécie le cadre, la hiérarchie et les collaborateurs.

Liberté, égalité, autorité

Si l'Ermitage est un concentré de culture européenne, le tribunal d'instance de Belley est un concentré de détresse sociale. L'estrade de la salle d'audience est un peu haute pour les collaborateurs qui doivent hisser les dossiers, mais elle donne ce qui faut de recul pour toiser les reins et les cœurs des justiciables. Pas pour les impressionner. « Pour que l'autorité fonctionne, il faut qu'elle soit consentie. Je m'inquiète de voir que nous sommes en train de la perdre. » En une bonne heure d'interrogatoire, Elisabeth Borrel tient des propos corrosifs qui ne sont pas toujours restés dans le huis-clos de son bureau. Sa carrière de magistrate et la vie lui ont donné une liberté de parole et de ton qu'elle assume. La Justice, ce fut un choix, une vocation. La liberté aussi dont elle a goûté l'ivresse, toute jeune, au guidon de sa mobylette, au pied de la Savoyarde, cette montagne rondouillardes qui domine Chignin et veille comme un juge de pays sur la Combe de Savoie, bien en face du Grésivaudan. Originaire de Chambéry, Elisabeth Borrel reste attachée à la maison familiale de Chignin, à ses coteaux réputés – elle n'aime pas le vin ! – qui s'étalent sur la jolie aquarelle peinte par son fils et qui orne son bureau. Un paysage paisible et bien rangé où elle a choisi d'habiter malgré les allers et retours presque quotidiens. Elle terminera sa carrière dans le Bugey en redoutant quelque peu d'être condamnée d'un coup à la retraite.

Des prisons sans issues

De la Justice elle a assumé presque toutes les charges. Juge des enfants par vocation, quelques mois seulement, en tout cas assez pour en voir les limites. « On reproduisait toujours les mêmes schémas. Ça n'avait pas de sens. J'aime bien être une solution. C'est ce que devrait être la Justice. » Elle est devenue ensuite juge d'application des peines, ce qui lui a valu d'être prise en otage et d'affronter la peur. Depuis sept ans, elle est juge d'application des peines à Belley. Trois cents dossiers, bien plus de visages qui défilent dans son bureau et à l'audience. Des êtres abimés par les failles de l'éducation, coincés dans l'ascenseur social en panne, dépassés par la misère qui galope. « À défaut de pouvoir les remplacer, on ne fait rien pour aider les parents. » Silencieuse : « La prison n'est pas un moyen d'insérer un délinquant. Au bout de vingt ans, que voulez-vous qu'il se passe ? C'est sans espoir. » Plus loin. « L'état d'urgence ? On ne nous dit rien... »

Équilibre

Un jour, Elisabeth Borrel a répondu à un questionnaire de Sciences Po qui s'inquiétait des qualités requises pour rendre la justice. La connaissance du Droit ont répondu les têtes bien faites. Une belle humanité et un nécessaire équilibre de vie a préféré cette tête rebelle. Réponse : nous ne parlons pas de l'équité des plateaux de la balance. Non, dans son cas, il s'agit de la nécessité de se tenir debout contre vents et marées de la vie, d'affronter les turpitudes de la Justice et des collègues qui bafouent le Droit, de rester droite comme une petite flamme qui résiste par fidélité et ne s'éteindra pas. Cette Justice-là n'est pas assise... ●

A.G.



Les métiers du domicile, un enjeu de formation et de promotion

→ Les associations d'aide à domicile recrutent. Mais le métier, pourtant porteur d'avenir, n'attire guère. Problèmes d'image, de méconnaissance, de rémunération...

C'est l'un des treize métiers du travail social et une mine d'emplois pour aujourd'hui et demain. Encore faut-il le faire savoir et connaître. Car dans l'esprit du commun des mortels – y compris, toujours un peu parfois, de ceux qui ont recours à ses services – aide à domicile signifie encore aide ménagère... Pas très attractif ! Le rôle de l'auxiliaire de vie sociale va pourtant bien au-delà. Comme l'indique d'ailleurs le titre de la nouvelle formation qui conduit à l'exercer : accompagnant éducatif et social (AES). Certes, bon nombre de professionnelles d'aujourd'hui sont entrées dans l'aide à domicile en se formant sur le tas mais n'ont pas hésité ensuite à compléter leur expérience via une formation qualifiante. Face à l'évolution du métier, relève-t-il toujours du niveau V ? Peut-être pas, mais c'est un autre débat.

Quoi qu'il en soit, face aux besoins alarmants de recrutement, les associations employeurs et le Département cherchent et expérimentent des solutions. Pourquoi le métier n'attire-t-il pas ? Tout le monde le reconnaît : il est mal connu, mal payé. Le faire connaître passe par la présence dans les forums des métiers, les témoignages de professionnels... y compris auprès des publics en insertion, des demandeurs d'emploi, des bénéficiaires du RSA. À condition, bien sûr, de lever les freins à l'employabilité. Face aux problèmes de mobilité, d'horaires, de garde d'enfants, des solutions existent ou sont à imaginer : aide au permis de conduire, prêt de véhicule, places VIP

(vocation d'insertion professionnelle) en crèche... Des moyens financiers peuvent être mobilisés, assure Thierry Clément. Ils ne dureront peut-être pas, il faut en profiter tout de suite.

Mutualiser les recrutements est une piste, explorée par certaines associations et à creuser.

Du recrutement à la fidélisation

Former, encadrer, accompagner, tutorer : la recette n'est pas magique mais elle est essentielle. Former à toutes les compétences du métier, encadrer pour éviter que les salariés se sentent isolés, accompagner sur le terrain, tutorer pour transmettre les bonnes pratiques. Les associations l'ont bien compris et s'y appliquent, à la mesure de leurs moyens.

Le Geiq, regroupement d'employeurs des métiers d'aide à domicile, peut apporter une aide efficace mais limitée quantitativement. Au-delà de recruter, comment fidéliser ensuite les salariés ? Là aussi, le maître-mot reste accompagner. Veiller aux conditions de travail, à l'équilibre des amplitudes horaires, des déplacements, entre naturellement en jeu. Ce qui contribue aussi à réduire le taux d'accidents du travail, qui dépasse aujourd'hui celui des métiers du bâtiment.

Quant à la question de la faible attractivité des rémunérations, elle n'est pas du ressort du Département mais de l'État. La convention collective de l'aide à domicile est en cours de révision. ● A.P.



FAIRE ÉVOLUER L'IMAGE DE LA PROFESSION EST UN ENJEU D'AVENIR

Les métiers du domicile, un enjeu de formation et de promotion

COMMENT RENDRE CES MÉTIERS MÉCONNUS PLUS ATTRACTIFS, AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS GRANDISSANTS ? LA QUESTION RESTE LA RÉPONSE ENCORE EN PARTIE OUVERTE.

→ Face au constat des besoins croissants et des difficultés de recrutement, les participants à la table ronde ont dressé des pistes d'action.

Les métiers de l'aide à domicile sont méconnus, tout le monde s'accorde à le souligner. Même consensus pour dire qu'ils sont difficiles. « Ils demandent des compétences importantes, de savoir-être et de savoir-faire », reconnaît Thierry Clément, directeur général adjoint du Département, chargé de la Solidarité. Métiers pourtant d'avenir, ils souffrent d'une image peu valorisante.

Auxiliaire de vie sociale, Géraldine Héraud a à cœur de rappeler aux stagiaires qu'on lui confie que son métier, « ce n'est pas que du ménage, on fait beaucoup d'accompagnement de la personne ». Mathilde Vernoux, responsable de secteur à l'ADAPA, met un bémol : « Sur une semaine de 35 h, l'accompagnement représente environ une dizaine d'heures. Il y a encore et il y aura toujours du ménage. » D'où une possible désillusion des personnes qui, au sortir d'une formation qualifiante au métier – qu'elles l'exercent déjà et souhaitent évoluer ou qu'elles débutent –, s'attendaient à ne faire que de l'aide aux gestes de la vie quotidienne, au repas, à la toilette, aux courses, aux sorties... sans passer par la case entretien du logement.

Directrice adjointe de l'ADEA, responsable des formations, Arlette Durual réfute cette dichotomie : « L'accompagnement, c'est une posture. » Les formations abordent tous les aspects de la profession. « L'enjeu, c'est faire changer les représentations qu'en ont les personnes. »

Présidente du Geiq'adi alpin, groupement d'employeurs d'aides à domicile, et ex-présidente de l'ADMR de Savoie, Monique Deparis s'étonne d'entendre perdurer cette dichotomie : « Tout le monde sait que l'aide à domicile, ça va de la poubelle à rentrer jusqu'à l'aide à la promenade. » Mais elle interroge : « La demande de formations, notamment des partenaires publics, est montée en puissance à partir du moment de la tarification, avec les exigences posées derrière : mettre des salariés qualifiés sur les personnes dépendantes. Les aides à domicile partaient en formation et revenaient en disant ne plus vouloir faire de ménage. Nous avons eu pendant des années ces représentations à gérer. Les conséquents décalages de rémunération entre A et C jouaient aussi. On se retrouvait à dire aux personnes : faire de l'entretien du logement va vous poser mentalement. Pas simple ! »

Thierry Clément confirme le paradoxe : « C'est vrai qu'on demandait aux associations de former plus, de centrer les personnels qualifiés sur les bénéficiaires de l'APA et, en même temps, on ne leur donnait pas les moyens de les rémunérer. On a réussi à dépasser ces choses, au moins dans l'Ain. Avec le CPOM, on se connaît mieux et on partage nos contraintes. »

Lever les freins à l'employabilité

Reste que si les associations peinent à répondre aux besoins en termes de nombre d'heures, c'est bien parce qu'elles peinent à

recruter. Le problème devient même criant dans le Pays de Gex. « Recruter est notre souci quotidien », insiste Karine Boissier, directrice de VSDS.

Les actions avec Pôle Emploi peuvent-elles aider ? « Pas tellement. » David Ury, directeur de la MFD de la Dombes, ne dira pas le contraire : « On a fait de la formation avec Pôle Emploi sur les premiers gestes de l'aide à domicile, dans le plan 500 000, avec deux jours d'immersion par semaine pour se rendre compte du métier. Sur cinquante personnes, seulement trois étaient intéressées. » Inutile d'envoyer des personnes ne maîtrisant pas le français, ne souhaitant pas travailler entre midi et deux...

Et les dispositifs d'insertion ? « Les critères et les personnes ne sont pas compatibles avec ce qui est requis aujourd'hui dans nos métiers », alerte Marc Dupont. Ils peuvent l'être, rappelle Thierry Clément, à condition de permettre aux personnes d'arriver à l'employabilité via une formation parfois longue et de lever les freins que constituent les problèmes de mobilité, garde d'enfants, d'horaires, de valorisation psychologique du métier... Région et Département sont prêts à investir dans le parcours des personnes, en partenariat avec les associations. « L'État a prélevé la CASA, qui nous est distribuée. On a une fenêtre de tir actuellement. On a des possibilités, il

faut être très opérationnel. Notre souhait est d'aller vers un plan métiers, pour pouvoir ensuite jouer sur les leviers de manière cohérente et très rapide. »

Accompagner les salariés sur le terrain

Formation qualifiante d'un an avec contrat en alternance, accompagnement social, tutorat : le triptyque gagnant mis en place par le Geiq, dont le rôle est justement de répondre aux besoins de recrutement, a fait ses preuves. Les associations confirment. Mais il ne peut répondre à tous les besoins.

D'autant plus que, de toute évidence, il faut aussi que les associations aient les moyens, humains, organisationnels, d'accompagner les nouveaux salariés, pour les intégrer au mieux. « On ne peut pas mettre un groupe de vingt personnes d'un coup », souligne Monique Deparis. « Une collègue responsable de secteur a deux personnes Geiq sur une structure, c'est déjà beaucoup » reconnaît Mathilde Vernoux.

Les associations souffrent-elles de la concurrence du secteur privé ? Oui et non. Tout comme existe la concurrence des auto-entrepreneurs. ●

→ Mathilde Vernoux, auxiliaire de vie sociale : « Il y aura toujours de l'entretien du logement, ça fait partie du boulot. »



→ Thierry Clément, directeur général adjoint de la DGAS (Département) : « On a les moyens d'investir dans le parcours des personnes. Il faut être très opérationnel. »

→ Monique Deparis, présidente du Geiq'adi alpin : « On a monté des parcours de formation qualifiante d'un an, en alternance avec les employeurs. »



→ Marc Dupont, président de l'ADAPA : « Le taux de personnel diplômé est capé par le CPOM : 25 % en catégorie C. »



→ Grégory Mariller, président de l'ADMR : « Le taux d'accidents du travail dans l'aide à domicile est le premier de tous les secteurs d'activité. »



→ Karine Boissier, directrice de VSDS : « Le souci est de recruter et aussi de maintenir le personnel, le fidéliser. »



→ David Ury, directeur de la MFR de la Dombes : « On a dû fermer notre formation AES, faute de candidats. »



→ Arlette Durual, responsable des formations à l'ADEA : « Avec l'AES, tronc commun de formation, les personnes se sentent peut-être moins cloisonnées dans l'aide à domicile. »



→ Géraldine Héraud, auxiliaire de vie sociale : « J'ai voulu être formée pour reprendre le métier que j'avais exercé sans formation. »



MALADIE DE PARKINSON

Les Parkinsoniens ont révélé leurs talents

PRÉSIDENT DU GROUPEMENT DES PARKINSONIENS DE L'AIN, JEAN-PIERRE LAURENT INVITE LES MALADES À REJOINDRE L'ASSOCIATION, AVEC POUR BUT PREMIER DE ROMPRE L'ISOLEMENT.

→ « Les tremblements sont les symptômes les plus connus de la maladie de Parkinson mais tous les malades ne sont pas tremblants. Il y a la lenteur, les blocages, qui se traduisent par des difficultés d'élocution, de mouvement », rappelle Jean-Pierre Laurent.

Qu'est-ce que le Groupement des Parkinsoniens de l'Ain ?

Une association créée en 1994, qui a pour but d'informer sur la maladie de Parkinson, d'aider la recherche médicale, et surtout de rompre l'isolement des malades. Car c'est une caractéristique de cette maladie : les personnes s'isolent, se cachent. Le reflet des autres leur donne l'image d'eux-mêmes lorsqu'ils seront plus atteints. C'est une maladie neuro-dégénérative, avec une évolution plus ou moins lente. Dans l'Ain, elle touche environ mille cinq cents personnes. Trente-trois adhèrent au Groupement. Nous sommes affiliés à la Fédération française des groupements de Parkinsoniens. Il existe d'autres associations de malades de Parkinson en France – on cultive la difficulté ! –, le but de la Fédération est aussi de s'allier avec. Un collectif a été créé. Mais avec AIn Parkinson, les liens sont très lâches, il y a une sorte de « rivalité ».

Comment rompre l'isolement des malades ?

Nous organisons une rencontre le premier mardi du mois, autour de sujets divers, avec des intervenants extérieurs si possible, souvent des soignants (ergothérapeute, orthophoniste...); prochainement, nous aurons une présentation de matériel facilitant la mobilité, d'une pompe pour l'apomorphine, de l'action Bulle d'air... Des sorties aussi, comme la visite d'expositions à Brou, et deux repas par an. Ces actions permettent aux malades de rencontrer des personnes avec qui parler librement, échanger des informations. Nous avons mis en place des ateliers : qi gong adapté, avec un kinésithérapeute, et diction, avec une artiste de théâtre. La maladie atteint très souvent les cordes vocales : on perd son souffle, on a des difficultés d'élocution. L'atelier redonne confiance, aide à l'expression. L'avantage, c'est le travail en groupe. Et nous avons en projet un atelier tango.

Fin avril, vous avez organisé l'exposition Parkins' Art. Plusieurs malades, membres ou non du Groupement, sont des artistes. Ils nous ont rejoint pour organiser cette exposition

fin avril, à H2M, à l'occasion du bicentenaire de la première publication sur la maladie, pour montrer qu'on peut en être atteint et créer des œuvres artistiques, pour faire connaître l'association, la maladie, et pour recueillir des fonds. L'exposition présentait des sculptures, des peintures, des photos, des extraits d'ouvrages, des collections de minéraux, des jeux cérébraux... Le public a été enthousiasmé et ému.

Quels sont les causes, les symptômes et les traitements de cette maladie ?

Les causes sont méconnues mais il y a un lien avec les facteurs environnementaux. Elle est reconnue comme maladie professionnelle pour les agriculteurs utilisant des pesticides. La médecine a trouvé des molécules qui atténuent les symptômes. Au début, les traitements sont légers, avec de la dopamine en comprimés, puis de plus en plus lourds, avec une pompe pour la perfusion d'apomorphine, jusqu'à l'opération du cerveau dans certains cas. On dit que la maladie de Parkinson ne fait pas mourir mais elle induit tellement d'effets secondaires ! Elle atteint les systèmes respiratoire, digestif, neurologique, provoque souvent des dépressions.

Quels conseils donnez-vous aux malades et aux aidants ?

Se battre. C'est facile à dire, pas à faire. Les médecines douces ont l'intérêt de déstresser. C'est difficile aussi pour les aidants : le malade peut donner l'impression d'être de mauvaise volonté, il est sujet à des périodes « on » et « off ». L'association leur permet aussi de se rencontrer. Nous avons organisé deux groupes de parole, un pour les malades, un pour les aidants. Nous aimerions le refaire mais il faudrait un bénévole pour les animer. ●

Propos recueillis par Annick Puvilland

INTERaction

N° 92 . JUILLET 2017



MAISON DE L'ENFANCE

Quarante ans en chantant Quarante ans en changeant

Le Cahier partenaires



→ « Le développement d'un territoire dépend de la capacité des acteurs et des citoyens à se mobiliser » souligne Fanny Filancia.

Et si la population du Val de Saône, Dombes, Côtière de l'Ain, influençait le développement de son territoire grâce à son épargne ! C'est le pari lancé, il y a quatre ans, par le pôle territorial de coopération économique Domb'innov et des habitants engagés pour inventer des solutions locales. En tant qu'incubateur, nous avons développé des outils facilitant l'engagement citoyen dans l'économie locale. Notre ambition : aller plus loin dans la participation, avec comme moyen d'action l'épargne. Faire du crowdfunding dans l'Ain était une première ! Convaincre les habitants de faire un don pour soutenir les projets d'entreprises et associations locales dans un secteur aussi concurrentiel n'était pas non plus chose facile ! Mais nous avons confiance dans leur engagement envers leur territoire. En 2016, nous avons lancé sur dombinnov.fr une plateforme de finance participative permettant aux citoyens de soutenir des projets près de chez eux et notamment d'utilité sociale. Quelques différences par rapport aux plateformes classiques : validation des projets par l'équipe de Domb'innov, accompagnement personnalisé tout au long de la campagne, démarche qualitative... En partenariat avec l'entreprise Let's Co, expert des outils web collaboratifs, nous avons lancé deux premières campagnes de « crowdfunding by Domb'innov » avec deux structures locales de l'économie sociale et solidaire : en décembre 2016, La Voie Maltée, brasserie bio et artisanale à Saint-Jean-de-Thurigneux, pour aider à l'achat d'une nouvelle cuve pour produire des bières personnalisées, et en avril 2017, La Recyclerie, à Trévoux, pour s'équiper d'une machine de décapage écologique afin de relooker des meubles et objets. Premier pari gagnant ! Au total des deux campagnes, 123 habitants se sont mobilisés pour faire un don, avec ou sans contrepartie, et plus de 11 000 € ont été collectés. Une belle marque de confiance de la population. La finance participative s'impose comme un enjeu de dynamisme du territoire, dans un contexte où la société civile prend de plus en plus de place dans le développement local. Le crowdfunding by Domb'innov, c'est donc le début d'une belle aventure collective où les habitants retrouvent du pouvoir d'agir ! De futures campagnes sont en préparation, avec toujours la même ambition : permettre aux habitants de participer à la vie du territoire, car avec un euro (ou plus), nous pouvons tous soutenir les projets près de chez nous ! ●

Fanny Filancia

Chargée de mission Domb'innov et responsable de la plateforme Crowdfunding by Domb'innov

Le financement participatif, au service de l'économie sociale et solidaire

SOMMAIRE

- **Pauvreté et précarité dans l'Ain** : les suites, comme promis... / p. 18
- **CHRS** : Échanger, harmoniser, former / p. 19
- **L'ADMR** a réorganisé son service TISF / p. 20-21
- **Orsac** : la voie de la philosophie / p. 22
- **Alfa3a** donne naissance à de nouveaux berceaux / p. 24-25
- Maison de l'enfance (**Département**) : un lifting pour les 40 ans / p. 26-27
- **MSA** : Se faire remplacer pour souffler / p. 28-29
- **Dynacité** : la rénovation urbaine à Ferney-Voltaire entre dans sa phase 2 / p. 30-31
- La **SEMCODA** accompagne le développement de la ville d'Ambérieu-en-Bugey / p. 32-33
- **ADAPEI** : le PCPE / p. 34-35
- **Fiche action** : La Banque de France / p. 36

À LA UNE DE BOURG HABITAT

Une année riche en changements

→ Nouvelle direction, nouvelle agglomération, rénovation urbaine : les chantiers ne manquent pas pour Bourg Habitat. La création de la CA3B (Communauté d'agglomération du bassin de Bourg-en-Bresse) est surtout l'occasion de réaffirmer sa place d'aménageur et de constructeur, tant pour les logements que dans les domaines de la petite enfance, du social ou du médico-social. En 2017, ce sont 92 logements qui seront livrés ainsi que le nouvel IME des PEP 01 à Hauteville.

Au-delà de la construction, la feuille de route de Bourg Habitat recentre le locataire au cœur des préoccupations. Un engagement qui concerne le neuf, la réhabilitation mais aussi l'ancien. Au quotidien, l'accent est mis sur les emplois de proximité et le travail de médiation pour éviter les dégradations. Plus que le bâti, toute la relation avec le bailleur est concernée : « Le locataire vit dans un logement social. Ce n'est pas une punition. Au contraire, ce doit être une fierté », explique Denise Darbon, présidente. Dans cette optique, un centre de relation client unique a été mis en place en juin. En parallèle, Bourg Habitat se restructure en quatre directions : financière/informatique, développement/patrimoine, ressources et clientèle/proximité. Cette dernière sera en première ligne pour apporter les réponses aux locataires. Un changement qui s'accompagne d'une relation plus commerciale avec le « client-locataire ». Un terme qui, loin d'être un tabou, traduit la volonté de répondre aux enjeux de demain tant pour le locataire que pour le bailleur, confronté à la vacance.

Enfin, depuis son arrivée, Marine Daniel-Chosson, directrice, a lancé un travail sur les axes de travail des années à venir, associant administrateurs et salariés. De nouveaux développements qui visent à renforcer l'agilité du bailleur dans son environnement. Un plan stratégique de patrimoine et une convention d'utilité sociale seront prêts d'ici la fin de l'année. ●

Deux nouveaux services

→ Le 1^{er} juin, Bourg Habitat a mis en place le centre de relation clientèle et la cellule commercialisation. Basé au sein de l'agence Brou, le centre de relation clientèle réunit un superviseur et deux conseillers clientèle. Il doit permettre de répondre plus rapidement et plus qualitativement aux sollicitations des locataires qui composent le numéro unique. La cellule commercialisation est composée de cinq personnes. Basée au siège de Bourg Habitat, elle travaille plus particulièrement à la réduction du nombre de logements inoccupés tout en veillant à la bonne adéquation entre profil des demandeurs et logements proposés. ●

5^e Semaine nationale des HLM

→ À l'initiative de l'Union sociale pour l'habitat, la Semaine nationale des HLM permet aux organismes d'illustrer leur engagement pour répondre aux préoccupations des habitants et aux attentes de notre société.

En matière de transition énergétique, thème 2017, Bourg Habitat s'engage à travers trois axes principaux : la construction de bâtiments performants, la rénovation du patrimoine ancien et la sensibilisation des locataires. Au programme de la Semaine : visite de la chaufferie bois de la Reysouze et d'un logement performant de la résidence Les Jardins du parc, exposition itinérante et ateliers de sensibilisation aux éco-gestes pour réduire consommations et montant des factures. ●



Votre avis sur le Pont des Chèvres

→ La Communauté d'agglomération du bassin de Bourg-en-Bresse, la Ville et Bourg Habitat ont organisé une grande opération de consultation, du 24 mai au 5 juillet, sur le projet de rénovation urbaine Pont des Chèvres / Santos-Dumont. Accessible en ligne et distribué dans tous les boîtes aux lettres des locataires de Bourg Habitat, un questionnaire portait sur quatre thèmes : le logement, le quartier, les déplacements et les services et commerces. D'autres outils sont mobilisés jusqu'en septembre : rencontres sur le terrain avec les habitants, ateliers d'échanges autour d'outils dynamiques avec des groupes variés, entretiens individuels avec des habitants relais et des acteurs de la proximité. Objectif de cette première étape : faire un diagnostic du quartier avec ceux qui y vivent ou le fréquentent, pour compléter l'état des lieux dressé par les maîtres d'ouvrage et dégager ensemble les enjeux et orientations du futur projet de rénovation urbaine. De nouveaux temps de concertation seront organisés lors des prochaines étapes de définition du projet. ●



PAUVRETÉ ET PRÉCARITÉ DANS L'AIN

Les suites, comme promis ...

① • Le comité de pilotage et de suivi

Il comprend Alfa3a, le Département, l'État représenté par la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) de l'Ain, la Caf, la MSA Ain-Rhône, la CPAM, Dynacité, le réseau Alerte, le magazine *Interaction*. Il se réunit trois fois par an, chez les partenaires à tour de rôle, et s'élargit à deux associations ou acteurs de terrain (association d'insertion, centre social, centre d'hébergement...) en fonction des thématiques et de l'intérêt de ces structures à s'engager.

② • Les ateliers du jeudi

Première suite concrète à l'enquête et aux Rencontres : organiser des ateliers réunissant une quarantaine de volontaires, professionnels et associatifs, pour travailler sur des propositions d'action ou d'amélioration à partir de situations concrètes.

Objectifs : sur un thème défini, identifier un/des points d'achoppement, comprendre ce qui crée le problème, identifier des solutions possibles et engager des correctifs.

Ces ateliers sont organisés trois ou quatre fois par an, un jeudi de 12 à 14 h, autour d'une problématique présentée par un binôme habitant (usager d'une association, membre d'un groupe RSA...) + professionnel (ou bénévole).

Le thème est défini en amont, en comité de pilotage. Exemples : la fracture numérique, l'accès aux droits, les troubles psychiques, la simplification et les délais des procédures, les frais bancaires, l'accès au logement...

Chaque atelier du jeudi fera l'objet d'une restitution des pistes d'action, d'un compte rendu dans le magazine *Interaction* et d'un suivi de l'action, en lien avec les organismes concernés.

Premier atelier le jeudi 12 octobre, à 12 h (lieu à définir). Modalités d'inscription (participation gratuite mais limitée en nombre) : consulter le site Internet du magazine *Interaction* à partir du 1^{er} septembre.

Les ateliers 2018 auront lieu en mars et juin.

③ • Les rencontres Un sur Dix

Plus séminaire de travail que colloque, elles seront organisées tous les deux ans, sur une demi-journée, autour d'une thématique, avec présentation d'actions positives mises en œuvre et, éventuellement, un témoignage d'un invité extérieur sur une action innovante ou une expérimentation.

④ • Un espace dédié sur Internet

Informations, calendrier et comptes rendus des ateliers du jeudi, ressources documentaires seront en ligne sur le site Internet du magazine *Interaction*, sur une page dédiée. ●

www.interaction01.info

Pour tout renseignement : agnes.bureau@club-internet.fr

Échanger, harmoniser, former

UN SÉMINAIRE EN MARS, UNE RENCONTRE AVEC LA DDCS FIN JUIN, UNE FEUILLE DE ROUTE POUR 2017/2018 : LES GESTIONNAIRES DES CHRS ONT ATTEINT LEUR OBJECTIF : ÉCHANGER SUR LEURS PRATIQUES PROFESSIONNELLES POUR RENFORCER LES PARTENARIATS ET ÊTRE FORCE DE PROPOSITION.

La première partie de ce séminaire qui se tenait à l'ADEA était donc consacré aux présentations des dispositifs et aux échanges d'information ; la seconde, à la réflexion. Quatre thèmes ont servi de trame à une séance qui entendait apporter des réponses communes et harmoniser les pratiques.

• Droits des étrangers (Quels droits pour quels publics ?) atelier piloté par Bertrand de Foucauld (Alfa3a) et Franck Delale (ADSEA 01)

Dans l'Ain, tous les demandeurs d'asile sont pris en charge par le DHUDA, les CADA et la PADA. Ailleurs, les CHRS les accueillent dans leurs structures. Le droit concernant l'accueil des étrangers est compliqué et demande une connaissance particulière ; tout comme l'accompagnement social pour lequel les travailleurs sociaux sont spécialement formés compte tenu de la complexité des situations.

Le droit de séjour, la délivrance du récépissé ont engendré beaucoup de questions car les travailleurs sociaux ont besoin de mieux connaître tous ces rouages.

• Orientation et préconisation (Quels critères pour une préconisation adaptée ?), atelier piloté par Martial Do et Nora Carrot (Tremplin)

Comment fonctionne le CAO (centre d'accueil et d'orientation) de l'Ain ? Cette plateforme mise en place en 2015 a changé beaucoup de choses. Cette table ronde, préparée en amont par des travailleurs sociaux, a permis, au-delà de la présentation globale, d'aborder des cas concrets, en matière de diagnostics ou d'orientation.

• Santé mentale et Housing First (Comment mieux accompagner les personnes présentant des troubles psychiques / psychiatriques ?), atelier piloté par Marielle Michel (ORSAC Insertion) et Sonia Germain (Alfa3a)

Là aussi, les situations deviennent de plus en plus complexes avec la multiplication des diagnostics psychiatriques qui nécessitent d'autres types de prise en charge et impactent sur la gestion du collectif. Comment faire pour que des publics très différents se côtoient ? Des pistes ont été avancées comme la combinaison de chambres individuelles et d'espaces partagés.

• Urgence et insertion (Quel accompagnement pour quelle place ?), atelier piloté par Louissette Lacouture (ADSEA 01) et Carole Gourlan (Tremplin)

Il s'agit d'un accompagnement en insertion de trois à douze mois. Les prises en charge, très différentes, ne sont pas harmonisées sur le département. La DDCS souhaite mettre l'accent sur l'accompagnement en urgence.

Un rendez-vous annuel

Un certain nombre de constats ont été dressés lors de cette journée, en particulier l'évolution des publics hébergés qui ne se limite plus aux SDF purs et durs : des personnes en errance, des auto-entrepreneurs qui ont connu l'échec, de plus en plus de jeunes (18-21 ans)... Autre préoccupation : l'augmentation du nombre de personnes en souffrance psychique ou psychiatrique qui refusent les soins et " tournent " au sein des structures, de la rue au CPA en passant par les CHRS.

Au final, deux objectifs seront tenus : celui de l'harmonisation, qui ne veut surtout pas dire uniformisation des pratiques car il faut prendre en compte l'histoire de chaque association et les particularités territoriales et sociale, et celui de la formation avec un programme à définir qui s'appuiera sur les ressources internes. Un séminaire devrait être programmé chaque année. ●

Propos recueillis par A.G.

→ Cinq opérateurs dans l'Ain

- Alfa3a : CHRS Le Regain (Bellegarde – Oyonnax), 30 places
 - Tremplin : Bourg-en-Bresse, 52 places
 - L'Accueil gessien : Gex, 30 places
 - L'ORSAC : Hauteville, 39 places
 - ADSEA01 : Péronnas, 96 places
- Soit au total : 247 places d'hébergement**



SUITE À L'ENQUÊTE RÉALISÉE PAR ALFA3A ET AUX RENCONTRES D'INTERACTION SUR LA PAUVRETÉ ET LA PRÉCARITÉ DANS L'AIN EN 2016, LES PARTENAIRES DU COMITÉ DE PILOTAGE S'ÉTAIENT ENGAGÉS À « IDENTIFIER DES PISTES D'ACTIONS CONCRÈTES ET ENCLANCHER UN SUIVI DÈS 2017 ». TOUR D'HORIZON DU PROJET « UN SUR DIX ». POURQUOI UN SUR DIX ? C'EST LE POURCENTAGE DE LA POPULATION DE L'AIN VIVANT AU-DESSOUS DU SEUIL DE PAUVRETÉ.

→ Enquête Pauvreté - précarité dans l'Ain

L'enquête 2016 sera disponible en septembre, en version papier et numérique. Bon de commande téléchargeable sur le site Internet d'*Interaction*.



L'ADMR A RÉORGANISÉ SON SERVICE TISF POUR PLUS DE COHÉRENCE ET FONCTIONNALITÉ.

« Les TISF sont les petites fourmis du travail social »

LES VINGT-TROIS SALARIÉES FORMENT DÉSORMAIS UNE ÉQUIPE GÉRÉE, PILOTÉE ET SOUTENUE PAR UNE SEULE ET MÊME ASSOCIATION : TISF ADMR AIN.

TISF (technicien de l'intervention sociale et familiale) : derrière le sigle, se révèle un métier du travail social, au service des personnes « fragilisées », afin de les accompagner dans leur vie quotidienne et leur apporter un soutien socio-éducatif. Le technicien est souvent une technicienne. Au sein de l'ADMR de l'Ain, elles sont vingt-trois, qui interviennent auprès des familles avec enfants, en convention avec la Caf (dans le cadre de l'aide aux familles) et le Département (au titre de la protection de l'enfance).

Jusqu'à fin 2016, elles étaient salariées par l'association locale ADMR du secteur dont elles dépendaient, tout comme les auxiliaires de vie sociale, mais pilotées par deux chefs de service de la fédération départementale, Véronique Forissier et Myriam Lyonnet.

Pas très simple ! D'où, au fil du temps, une certaine lourdeur et incohérence, à la fois pour l'association locale, pour la fédération, pour les salariées, et aussi pour les usagers et les partenaires. « D'où l'idée du bureau fédéral de créer une association départementale des TISF. Le projet a été travaillé pendant deux ans, l'association a été créée en novembre 2015, son projet de service a été présenté au Département en septembre 2016, elle a démarré en janvier 2017 », explique son président – « Je préfère le terme d'animateur » – Gérard Toinard, par



→ Les TISF accompagnent les familles dans leurs fonctions parentales, dans les actes de la vie quotidienne.

ailleurs président de l'ADMR des Deux Vallées et vice-président fédéral. Les TISF forment aujourd'hui une réelle équipe. Familles et partenaires disposent d'un numéro de téléphone unique pour joindre le service. « L'association a redonné de la visibilité aux partenaires : Département, Maisons de la solidarité, Caf, MSA... » ● **A.P.**



→ Plutôt que rembourser les frais kilométriques des nombreux trajets effectués par les TISF, l'association a choisi de les équiper de véhicules. Solution moins onéreuse, plus fonctionnelle pour tout le monde et plus écologique. Blanches, siglées du logo ADMR version rose Famille, les vingt-deux Toyota hybrides arrivées dès fin janvier ont été « inaugurées » en mai, lors d'une journée de rencontre de toute l'équipe TISF ADMR Ain, au siège de l'association, avant un convivial buffet suivi d'une réunion interne au service.

Les TISF disposent aussi désormais d'un smartphone, leur permettant de transférer directement les données, gérer les plannings, localiser l'adresse d'une nouvelle famille... L'association TISF ADMR Ain a son siège à la fédération ADMR. Ce qui ne signifie pas que les TISF rompent les liens avec les associations locales dont elles dépendaient ! Elles y sont toujours les bienvenues et peuvent s'y poser entre deux missions.

SUR LE TERRAIN

« La nouvelle association, ça change tout ! »

→ « Dans ma petite association locale, dans le Bugey, je me sentais très isolée. Le lien avec la fédération n'existait pas. La nouvelle association, ça change tout ! J'ai vraiment trouvé un soutien, on a moins le sentiment d'être seules », lance tel un cri du cœur Marion Thiercelet. TISF depuis deux ans à l'ADMR, à 26 ans, elle est la plus jeune de l'équipe.

Brigitte Guigue, 56 ans, entrée à l'ADMR en 1981 et salariée auparavant de l'association oeuvrant sur le vaste secteur de Bourg-en-Bresse, confirme : « Je partage ce qu'a dit Marion. Pour les familles et les partenaires, c'est plus facile aussi : ils ont une seule personne référente, la coordinatrice. C'est important. »

Toutes deux ont choisi ce métier pour « aider les familles » et ne le regrettent pas. « Je n'ai jamais été déçue, affirme Brigitte. Le métier a beaucoup évolué. Au début, l'aide était surtout matérielle. Maintenant, nous intervenons beaucoup en protection de l'enfance ; notre travail est plus dans le conseil, l'accompagnement éducatif. Souvent, des enfants ont des difficultés de

comportement. » Marion ajoute : « La moitié du temps, j'interviens en accompagnement de visites médiatisées, l'autre en aide pour des familles nombreuses, des parents malades... »

Quelles qualités requiert le métier ? « Savoir s'adapter », répond tout de go Brigitte. « Être patiente, ferme mais avec beaucoup de douceur, savoir prendre du recul », enchaîne Marion. « D'où la nécessité de travailler en binôme, de pouvoir échanger », complète Brigitte. Chaque famille est accompagnée par deux TISF, l'une prenant le relais de l'autre en cas de congé. ●



En bref

→ En chiffres

- 23 TISF interviennent auprès de 155 familles*, sur demande Caf ou Département, dont 63 nouveaux accompagnements depuis janvier 2017.
- En 2015, les TISF ont effectué 11 774 heures de protection de l'enfance (136 familles aidées), 10 179 heures Caf (180 familles), 266 heures MSA (5 familles), 140 heures pour les autres caisses (8 familles).

* Chiffre au 15/5/2017.

→ Rencontres et GAPP

Les TISF se réunissent une fois par mois avec Karène Ohana, pour échanger sur les situations et des thématiques particulières si besoin. Elles se rencontrent également toutes régulièrement, au siège, avec au programme entre autres des réunions « droit à l'expression ».

Le rythme des groupes d'analyse de la pratique (GAPP), animés par un intervenant extérieur, perdure : huit sessions de deux heures, réparties d'octobre à juin.

→ Des actions collectives

Outre l'accompagnement individuel des familles, les TISF interviennent dans des actions collectives - une douzaine en 2016 -, en lien avec divers partenaires : Maisons départementales de la solidarité, Caf, centres sociaux, associations caritatives, réseaux parentalité... Un volet que Karène Ohana souhaite activement développer. « De par leurs compétences, les TISF peuvent intervenir sur beaucoup de sujets, auprès notamment de femmes avec enfants, en insertion, d'enfants porteurs de handicap, enfants handicapés avec le nouveau dispositif de la Caf, Oxyjame... »

→ Une équipe de bénévoles

Le bureau de l'association TISF ADMR Ain se compose de : Gérard Toinard, président ; Bernadette Duret, vice-présidente ; Annick Carraz, secrétaire ; Danielle Geoffroy-Philippon, secrétaire adjointe ; Daniel Romeas, trésorier.

→ Marion Thiercelet et Brigitte Guigue ont choisi le métier de TISF pour « aider les familles » et apprécient la nouvelle organisation.

CONTACT

→ TISF ADMR Ain
Tél. 04 74 23 03 50

UNE ÉQUIPE DE SALARIÉS ET BÉNÉVOLES

« Les TISF ont l'expérience, la confiance, l'autonomie »



→ De gauche à droite, Annick Carraz, secrétaire (bénévole), Gérard Toinard, président, Karène Ohana, responsable coordinatrice TISF, Véronique Forissier, chef de service Famille Enfance à la fédération ADMR 01, Julie Vandamme, assistante administrative.

La nouvelle association réunit, salariée, encadre, accompagne les vingt-trois TISF, et organise l'activité. Deux postes administratifs ont été créés. « Mon enjeu est de rassembler, fédérer, envelopper l'équipe des TISF, valoriser leurs

compétences, être vraiment présente pour elles, en soutien, notamment quand elles interviennent chez des familles dans des situations complexes, qu'elles ne se sentent pas isolées. Elles ont l'expérience, elles sont reconnues, elles savent être autonomes. Ce sont les petites fourmis du travail social. C'est

une très belle équipe, positive. Certaines ont près de quarante ans d'ancienneté, avec aussi des jeunes qui la renouvellent », souligne Karène Ohana, responsable coordinatrice TISF. Sur le terrain, elle se rend au domicile de chaque nouvelle famille orientée vers l'association, « seule pour une aide aux familles Caf ou avec les partenaires et une ou deux TISF si c'est une demande relevant de la protection de l'enfance ». Elle est l'interlocutrice des TISF et des partenaires : maisons départementales de la solidarité, travailleurs médico-sociaux...

Au poste d'assistante technique, Julie Vandamme assure l'accueil téléphonique, le suivi des dossiers clients et salariés, le suivi des plannings, la comptabilité. Chef de service Famille-Enfance à la fédération ADMR 01, Véronique Forissier veille également à l'association. En lien direct avec les bénévoles et avec Karène Ohana, elle participe à son fonctionnement, ses rencontres, son développement. ●

QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL

La voie de la philosophie

L'ASSOCIATION AVAIT MIS LE SUJET EN TÊTE DE SES PRÉOCCUPATIONS STRATÉGIQUES ET CE SONT LES MÉDECINS QUI ONT OUVERT LE BAN : UNE DEMI-DOUZAIN D'ENTRE EUX, VENUS DE TROIS ÉTABLISSEMENTS, ONT TRAVAILLÉ PENDANT SIX MOIS SUR LA QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL, AVEC DEUX PHILOSOPHES.



→ Six médecins ont été volontaires pour constituer ce groupe-laboratoire. Leur profession ne revendique pas la parole au mal-être au travail et avec eux cependant que l'Orsac souhaitait débiter un chantier de réflexion et d'accompagnement au changement qui embrasse tous les établissements.

Philosophes mais surtout « facilitateurs » de changement dans les sociétés, voilà le profil de Jean Mathy et Baptiste Canazzi. Fin 2016, ils ont pris en main un groupe de médecins volontaires issus d'établissements de soins de suite ou de psychiatrie* de l'Orsac et tentés par l'échappée. « J'étais motivé par un sentiment de frustration et de colère, reconnaît David Lavieville, médecin au CPA. J'ai trouvé dans nos réunions un espace d'apaisement et de réflexion. » Le Dr Elena Hinkova, d'Orcet-Mangini, avait dit oui par intérêt pour le sujet. « Il faut qu'on avance, assure-t-elle. Notre métier évolue, la pression monte, avec des tâches administratives et un contrôle qui pèsent de plus en plus. » Que les médecins puissent en débattre ensemble, « sans filtre », était une opportunité offerte par l'Orsac que ces six-là n'entendaient pas manquer.

En cinq séances, ils ont décortiqué leur quotidien et exprimé des aspirations qui ne se limitent pas à des enjeux d'organisation. « Nous avons identifié trois approches, résume Baptiste Canazzi : celle de l'organisation et de l'écart entre les rôles et les attentes des différents intervenants dans l'institution ; une approche plus philosophique autour de l'identité professionnelle, de l'éthique et du devenir du métier ; enfin une approche par l'écart ressenti entre le travail prescrit et le travail réel. » Le groupe sait qu'il existe

des marges de manœuvre réalistes. Place maintenant aux collègues pour prendre le relais. Un questionnaire puis une invitation leur ont été lancés. Des groupes de travail thématiques se sont mis en place. ● A.B.

* deux établissements psychiatriques : la clinique Notre-Dame à Villeurbanne et le CPA, ainsi que deux établissements de soins de suite et de réadaptation : le centre de soins de Virieu (Isère) et Orcet-Mangini (Hauteville).

Qui le tour ?

Les médecins, indépendants dans l'âme, se sont frottés avec prudence puis bonheur à l'exercice de la production collective. « *Philosopher, c'est sortir de la répétition. C'est être dans le débat et la controverse, créer du concept, modifier ses représentations* », argumente Jean Mathy. Bertrand Daubigny, médecin à Virieu, y voit quelques effets collatéraux positifs : échanger avec des collègues de culture et de pratiques différentes et mieux connaître et comprendre l'Orsac. Les résultats de ce premier travail sur les conditions de vie au travail ont été présentés aux directeurs en avril. La démarche va s'élargir. ●

EN BREF

FRANCE BÉNÉVOLAT PAYS DE L'AIN

→ Près de 200 nouveaux bénévoles en 2016

Dans l'Ain comme en France, le nombre de bénévoles augmente chaque année grâce - phénomène relativement nouveau - aux jeunes et aux demandeurs d'emploi. En 2016, France Bénévolat Pays de l'Ain (FBPA) a reçu 197 nouveaux bénévoles venus proposer leurs services aux associations. Le nombre d'associations adhérentes - 263 en 2016 - et leur demande augmentent aussi. Plus de 54 % œuvrent dans le domaine social et des aides à la personne.

Le siège et les antennes de FBPA fonctionnent eux-mêmes essentiellement grâce au bénévolat, seul le poste de responsable étant salarié. Le travail fourni par la trentaine de bénévoles actifs représente 2 970 h et la moitié du budget de fonctionnement. D'octobre à mai, une jeune en service civique a mené une mission axée sur le développement de la communication et la promotion de l'engagement associatif auprès des moins de 25 ans. Un nouveau recrutement en service civique sera lancé à la rentrée pour poursuivre cette mission.

Outre la mise en relation associations/bénévoles, FBPA propose des formations : gestion des ressources humaines bénévoles (en groupe ou en individuel), sensibilisation au bénévolat (à la demande de la CARSAT, pour les nouveaux retraités), se repérer dans l'action sociale et solidaire (à l'initiative du collectif Alerte).. ●

Situation sociale des nouveaux bénévoles 2016



- Demandeurs d'emploi
- Étudiants
- En activité
- Retraités
- Femmes au foyer

LANGAGES ET COMMUNICATION

→ Le 10 octobre, au théâtre de Bourg-en-Bresse, sera donné le top départ d'une semaine événementielle d'animations autour du thème « *Langages et communication* », invitant à découvrir les actions développées auprès des familles, des jeunes, des professionnels et des élus locaux, dans le cadre du Schéma départemental « *Naître, grandir et s'épanouir dans l'Ain* » (MSA, Caf, DDCCS, Département, Éducation nationale).

ALFA3A INNOVE À PONT-D'AIN

Treize pavillons aux Riollets

→ À Pont-d'Ain, près du centre-ville, les logements locatifs mis en service en juillet par Alfa3a forment un petit lotissement de treize pavillons. Un programme neuf qui mixe les types de financement, du PLAI au PLS*, et donc les publics, et répond aux nouvelles demandes d'habitat. Les maisons vont du T2 au T4, de 52 à 86 m², avec terrasses d'au moins 20 m², espaces verts communs, chauffage individuel au gaz, chauffe-eau thermodynamique, parking. ●

* Prêt locatif aidé d'intégration, prêt locatif social



→ Les maisons sont situées rue du 1^{er} Septembre 1944.

Tél. 04 74 38 29 77

www.alfa3a.org/logements-conventionnes-dans-l-ain

MSA AIN-RHÔNE

Des Bistrot ambulants en pays bellegardien



Jeu 14 septembre

Le bistrot ambulant

Le bistrot ambulant est un lieu d'échanges itinérant dans le Pays Bellegardien, pour les aidants, les familles et les personnes retraitées accompagnées à domicile ou en établissement.

• Chantons avec les Jojos (duo chant et accordéon)
AU BISTROT GOURMAND À LANCRANS DE 14H30 À 17H



→ Chantons avec les Jojos (le 14 septembre, à Lancrans), Soyons heureux pour bien mémoriser (le 12 octobre, à Billiat), Jouons ensemble (le 9 novembre, à Villes)... Les thèmes des Bistrot ambulants pour les aidants, les familles et les retraités accompagnés à domicile ou en établissement, invitent à la rencontre et l'échange. Lancés par la MSA Ain-Rhône, en partenariat avec la Communauté de communes du pays bellegardien, dans le cadre de la charte territoriale des solidarités, ils auront lieu un jeudi après-midi par mois, au rythme de dix par an. Gratuit et sans inscription, ce cycle de rencontres a été élaboré par une équipe de bénévoles et de professionnels (élus, gériatre, ADAPA, CLIC, travailleurs sociaux du Département et de la MSA). ●

Tél. 04 74 45 98 31

www.msa01-69.fr/bistrot-ambulant

Un Còlon Tour anti-cancer

→ La MSA Ain-Rhône s'est associée à l'action de promotion des dépistages des cancers organisée par l'ODLC 01 (Office de lutte contre le cancer) avec divers partenaires, le 3 juillet, à Oyonnax. Le Còlon Tour ® a fait étape au parc Jeantet, pour une journée d'information et d'animation, gratuite et ouverte à tous, suivie de la projection du film « *Mama* » et d'un échange avec des professionnels de santé autour du cancer du sein. ●

Coup de pouce aux jeunes Fous d'rural

→ Une initiative qui anime tout le milieu rural, dans une démarche citoyenne, avec un souci d'ouverture au plus grand nombre et une volonté de créer des liens avec des acteurs locaux : le festival Fous d'rural lancé en 2016 par une équipe de jeunes Bressans du MRJC*, à Foissiat, répond à 100 % aux critères des projets soutenus par la MSA Ain-Rhône dans le cadre du dispositif partenarial Projets jeunes de l'Ain. L'édition 2017, soutenue à nouveau par la MSA et forte de nouveaux liens avec les associations locales, prend de l'ampleur. Le 1^{er} juillet, le festival conviait à un village d'arts et de culture, avec convivial baby-foot humain, spectacle gratuit, concerts. ●

* Mouvement rural de jeunesse chrétienne

LE SERVICE PETITE ENFANCE ACCOMPAGNE LA PARENTALITÉ

Alfa3a donne naissance à de nouveaux berceaux

PREMIÈRE MICROCRÈCHE, MULTI-ACCUEIL LYONNAIS, CRÈCHE MULTILINGUE : TROIS NOUVELLES STRUCTURES PETITE ENFANCE OUVRENT, AVEC TOUJOURS POUR DÉNOMINATEUR COMMUN LA QUALITÉ DE L'ACCUEIL.

Mettre la personne au cœur de notre action : la phrase résume le projet associatif d'Alfa3a. Accueillir, associer, accompagner : tout comme le projet associatif, les trois « a » d'Alfa3a guident l'action du service petite enfance. « *Accueillir, c'est bien sûr l'accueil du tout-petit mais aussi, et avant tout, de son environnement, sa famille, sa culture* », rappelle Laurence Collot, l'une des trois conseillères techniques. Associer, c'est être à l'écoute des besoins des familles et des collectivités locales, pour proposer et mettre en place des structures et des actions adaptées. Accompagner, c'est contribuer à l'éveil, l'épanouissement et l'autonomie de l'enfant, offrir un soutien à la parentalité. Le tout se vit au quotidien au sein des onze multi-accueils, deux jardins d'enfants et trois relais assistants maternels (RAM) gérés par Alfa3a, dans l'Ain, le Rhône, la Loire, la Haute-Savoie et le Doubs. À ces seize structures petite enfance, s'ajouteront dès la rentrée 2017 trois nouveaux équipements.

Une première microcrèche

À Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (Rhône), la microcrèche Graines de soleil est la première créée par Alfa3a. L'initiative répond à un besoin exprimé par la mairie. Implanté dans une villa entièrement réaménagée par Alfa3a, près de l'hôpital, l'équipement ouvre en septembre.

Un fort partenariat avec la Ville de Lyon

À Lyon, le multi-accueil L'Escale de Nelly sera le quatrième établissement en partenariat avec la Ville et le



→ A Thoiry, Le Petit Jardin ouvre le 28 août. Inaugurée en avant-première le 15 juin, la crèche de 22 places comprend deux espaces de vie conçus pour l'éveil et le bien-être des tout-petits (de 2 mois et demi à 4 ans), deux espaces extérieurs attenants et un jardin arboré.

deuxième dans le 8^e arrondissement. L'équipement de 48 places a été baptisé ainsi, en accord avec la Ville, en hommage à Nelly Camponovo, fidèle collaboratrice du service enfance jeunesse d'Alfa3a, aujourd'hui conseillère technique. Ouverture prévue mi-novembre.

Une crèche innovante dans le Pays de Gex

La crèche Le Petit Jardin à Thoiry sera atypique et innovante. D'abord parce qu'elle est la première « privée », c'est-à-dire entièrement créée, financée et gérée par Alfa3a (toutes les autres structures étant cofinancées par la Caf et la collectivité locale, par convention ou délégation de service public). « *La Communauté de communes du Pays de Gex, qui gère déjà neuf EAJE (établissements d'accueil du jeune enfant) et plusieurs RAM (relais assistants maternels), a incité sa création mais ne souhaitait pas la financer* », explique Béatrice Audras, directrice du pôle enfance jeunesse (qui réunit les services petite enfance et animation). En phase avec les besoins et spécificités de ce territoire frontalier, son ouverture, fin août, permettra aux familles d'accéder à un mode de garde, offrant un accueil de qualité, à un coût modulé en fonction de leurs revenus.

Située en rez-de-jardin, à l'entrée d'un programme immobilier neuf, au sein d'un bâtiment indépendant de 235 m², la crèche sera ouverte sur le multilinguisme (anglais, espagnol...). Diverses activités de découverte et d'éveil seront animées par des intervenants extérieurs. ●

A.P.

DES VALEURS ÉDUCATIVES PARTAGÉES

La passerelle de la parentalité

Aider l'enfant à grandir et s'épanouir, transmettre les valeurs éducatives, accompagner la parentalité sous-tendent l'action du pôle enfance jeunesse et s'inscrivent dans la volonté d'Alfa3a. Une volonté partagée par d'autres associations, avec lesquelles Alfa3a vient de lancer une plateforme éducative afin de réfléchir et d'agir ensemble pour faire vivre ces valeurs communes. Sont ainsi partenaires Alfa3a, l'Afocal (organisme de formation aux métiers de l'animation), l'union d'associations Comité commun santé bien-être (qui rassemble divers établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux), Rayon de soleil (maisons d'enfants à caractère social). Trois premières rencontres ont eu lieu. Elles seront suivies de la mise en place d'un plan d'actions qui se déclinera dans les diverses structures, assurant une cohérence dans la prise en charge de la personne, quel que soit l'établissement. L'Afocal animera des formations, à destination des édu-

cateurs spécialisés, autour de problématiques ressorties lors des rencontres de la plateforme.

En réseau pour accompagner la parentalité

Au sein d'Alfa3a, dans la foulée des journées sur l'accompagnement de la parentalité animées par l'Afocal pour les éducateurs*, quatre groupes de travail, transversaux aux services petite enfance et animation, se mettent en place. La réflexion se poursuivra sur les thèmes suivants : comment « faire réseau » en interne autour de l'accompagnement de la parentalité, identifier les bons relais du territoire vers lesquels orienter les familles, le rôle et l'importance du jeu dans la construction de l'enfant et du jeune adulte, le partage et l'évolution des pratiques professionnelles. ●

* Voir Interaction n° 91, p. 20-21.



EN BREF

→ **En chiffres**

- 2 300 enfants accueillis en 2016
- 16 structures (244 berceaux)
- 3 ouvertures de structures à la rentrée 2017 (78 berceaux)
- 167 salariés ETP (équivalents temps plein)
- 70 % de personnel diplômé (taux minimum obligatoire : 40 %).

→ **Partenaire du FASTT**

Signé en mai, le partenariat avec le FASTT (Fonds d'action sociale du travail temporaire) permet aux parents s'engageant dans une mission intérimaire de trouver rapidement une solution de garde d'enfants. Le FASTT contacte les établissements Alfa3a du secteur pour trouver, dans les 24 h, une place d'accueil en urgence. L'action facilite ainsi le retour à l'emploi et l'insertion professionnelle. Elle offre également aux multi-accueils une nouvelle ressource pour optimiser leurs places. Le dispositif n'a pas tardé à entrer en action : fin mai, une famille en avait déjà bénéficié.

→ **Portail Famille**

En cours de déploiement dans les structures petite enfance et les accueils de loisirs, le portail Famille permettra aux parents d'effectuer en ligne les démarches d'inscription et de facturation, et de disposer d'informations détaillées.

→ **Écolo crèche**

Lancée en 2016, la démarche de certification afin d'obtenir le label Écolo crèche est en cours dans l'ensemble des structures petite enfance.

SUR LE TERRAIN

Des directrices « marrainées »

Accueillir, associer, accompagner. Les trois « a » s'appliquent aussi au sein même du service, en direction des personnels : accueillir les nouveaux, accompagner les équipes, soutenir la formation, créer un esprit de réseau entre les structures... Depuis mai, chaque nouvelle directrice d'établissement est « marrainée » par une ancienne. « Le marrainage facilite la prise de poste », souligne Béatrice Audras. Dans la même veine, des ateliers de travail autour de thématiques choisies par les directrices d'établissements – par exemple, le taux d'occupation – leur permettent, de partager et faire émerger les bonnes idées et pratiques. L'analyse des pratiques professionnelles réunit également les directrices, au rythme de huit séances par an, au siège du service petite enfance, à Lyon. Elle se pratique également dans chaque établissement : animées par un intervenant extérieur choisi par le personnel, les séances réunissent l'équipe sans la directrice. Petit « plus » dès cette année : « Chaque équipe mettra en place, au moins une fois par an, un temps d'observation par un professionnel extérieur (psychologue, psychomotricienne ou autre) qui apportera des solutions, un conseil in situ, sur des problématiques qu'elles auront pointées. » ●

→ À la crèche Les Éterlous à Nantua, comme dans toutes les autres structures petite enfance d'Alfa3a, la qualité de l'accueil de l'enfant et de sa famille est essentielle.



→ Laurence Collot, Magali Ranchoux, Nelly Camponovo, conseillères techniques, et Béatrice Audras, directrice du pôle enfance jeunesse.



Un lifting pour les 40 ans

INAUGURÉE LE 15 SEPTEMBRE 1976, LA MAISON DÉPARTEMENTALE DE L'ENFANCE DE BOURG-EN-BRESSE VIT UNE GRANDE TRANSFORMATION POUR S'ADAPTER AUX ÉVOLUTIONS SOCIALES ET DÉMOGRAPHIQUES DU DÉPARTEMENT. AU PROGRAMME : RÉNOVATION, EXTENSION ET DÉVELOPPEMENT DE NOUVEAUX SERVICES.

Tout a commencé au foyer de l'enfance, sur l'ancien site de la Charité. La protection de l'enfance est alors du ressort de l'hôpital. Le déménagement dans l'actuel site n'intervient qu'en 1976 mais il faut attendre la décentralisation de 1984 pour que la Maison soit gérée par le Département.

Un miroir de la société

Pour Martine et Marie-Jo, éducatrices depuis 1977 et 1978, l'évolution de la Maison a suivi celle de la société. Elles se souviennent de la prise en charge plus chaleureuse et de la relative insouciance des débuts : les contraintes et les responsabilités pesant sur les agents sont alors bien plus importantes. Elles n'ont pas oublié le caractère hétéroclite des équipes et la souplesse du cadre. Ce qui n'était pas toujours une sinécure : « On est monté jusqu'à vingt enfants par groupe. On ne savait plus où les mettre, il y avait des lits dans la salle de jeux » se souviennent-elles.

Pour elles, la célébration des vingt ans, portée par le personnel dans un contexte de partage, a marqué la transition entre l'ancien et le nouveau social. C'est l'arrivée d'une plus grande communication entre les partenaires : les intervenants se multiplient mais échangent plus

volontiers. Même constat entre les trois sites de la Maison de l'enfance (Bourg, Ambérieu et Saint-Martin-de-Bavel). À l'origine pensés comme une maison mère et des annexes, ils sont devenus un ensemble avec différentes structures et services autour d'un projet commun.

Les transformations récentes

L'avis des équipes comme des parents est progressivement pris en compte. Des réflexions qui aboutissent à l'amélioration de la prise en charge de l'enfant. « S'il y a une constante, c'est de s'adapter, se remettre en question, ne jamais rester sur ses acquis. On ne s'ennuie pas, il n'y a pas de routine. Il faut avoir un peu d'humanité mais on fait des rencontres touchantes » expliquent les deux éducatrices.

Plus récemment, c'est la montée des mesures judiciaires, l'accroissement de la fragilité des situations et l'intensification des problèmes de comportement qui transforment le quotidien. Sans oublier, du côté professionnel, la diversification des métiers à travers des équipes pluridisciplinaires. Les angles d'analyses sont élargis et les connaissances mutualisées. Une diversification qui permet aussi d'apporter des réponses personnalisées aux enfants avec des besoins particuliers. ● **Ch. M.**



→ Inauguration de l'année, la fête de l'été était l'occasion de célébrer les quarante ans de la Maison de l'enfance autour d'un gâteau d'anniversaire. Sans oublier le cadeau avec l'inauguration d'un city stade, terrain multisports flambant neuf.

À 40 ans, on change tout !

Alors que le poids des années commençait à se faire sentir, d'importants travaux sont actuellement engagés pour rénover et étendre le bâtiment conformément aux obligations en matière d'accessibilité. Outre la mise aux normes de sécurité, il est repensé en prenant en compte le développement durable mais aussi les attentes des générations actuelles.

Le nouveau bâtiment accueillera les 3-6 ans et 6-9 ans pour maintenir une proximité pour les fratries. Il permettra une meilleure adaptation aux besoins de ces tranches d'âge.

À l'étage, un appartement avec une entrée dédiée permettra à cinq adolescentes de 15 à 18 ans de faire l'apprentissage de l'autonomie avec un encadrement allié dans un contexte proche de la colocation. Dans le bâtiment actuel, les espaces seront repensés et rénovés autour de chambres individuelles pour la plupart et d'une grande pièce à vivre commune avec cuisine. Les plus âgés bénéficieront de sanitaires privés. Face aux nouveaux besoins du Département, dix nouvelles places seront créées pour les 9-12 ans. L'espace de rencontre pour les parents rendant visite à leurs enfants sera reconstruit. Cette nouvelle « petite maison » ménagera des espaces pour s'y sentir bien. Plus spacieux, le nouvel espace reprendra les tables à langer et jeux déjà à disposition actuellement. Des repas pourront être pris voire préparés sur place, avec un objectif : retisser les liens. Enfin, le centre maternel, pensé pour huit jeunes femmes enceintes ou mères avec enfant de moins de trois ans, suivra la même logique en offrant plus d'espace et de confort.

Réalisés en site occupé, les travaux de réhabilitation s'achèveront en juin 2018. Ceux de l'extension débuteront en octobre de cette année pour se terminer un an plus tard. « Pour le moment, c'est la partie ingrate » précise Christiane Witz, directrice de la Maison de l'enfance, « mais tout le monde fait face avec beaucoup de patience et d'adaptabilité, parce que chacun comprend qu'on va vers du mieux être ». ●

Préparer les quarante prochaines années

La baisse progressive de la taille des groupes de vie collective s'accompagne du développement de petits outils pour des publics spécifiques. Focus sur trois d'entre eux.



→ Aux 56 places existantes s'ajouteront dix nouvelles pour les 9 à 12 ans et cinq grandes adolescentes.

→ Un multi-accueil pour les 0-6 ans

La place libérée au dessus de la pouponnière permettra la mise en place d'accueils relais, de jour ou séquentiel, pour les familles accompagnées en Safren (Service d'accompagnement renforcé) ou au centre maternel. Une solution précieuse pour les mères ayant trouvé un emploi mais dans l'attente d'un nounou. De même, il permettra d'assurer un relais voire un répit pour des parents momentanément défaillants pour leur permettre de reprendre pied. « Il doit permettre de résoudre des cas particuliers et d'éviter un placement au long cours » explique Christiane Witz.

→ Le dispositif psycho-éducatif

La recrudescence de la déscolarisation oblige un certain nombre d'adaptations. Tout d'abord, certains jeunes nécessitent la présence de professionnels toute la journée est devenue obligatoire. Ils assurent la garde et les accompagnements, conformément à l'objectif de développer les soins à l'extérieur pour les inscrire sur la durée. Mais surtout, les professionnels proposent un relais éducatif par des activités de remédiation pour remettre les jeunes en situation d'apprentissage. Face aux besoins des enfants en difficulté, des membres de chaque service éducatif proposent des ateliers animés par des professionnels de la maison ou extérieurs. Ils visent à ouvrir les jeunes, à leur redonner une

estime d'eux-mêmes et l'envie d'apprendre. Le dispositif serait à géométrie variable pour s'adapter aux besoins.

→ Les services extérieurs et les nouveaux développements

Deux appartements existent déjà à Bourg pour que de jeunes adolescents expérimentent la vie en autonomie. Le premier, dans un immeuble de droit commun, permet de courts séjours. L'autre, en résidence étudiante, offre l'expérience de l'indépendance couplée à un encadrement éducatif léger. Le nouvel appartement pour les filles s'ajoutera à cette palette. Quatre logements permettront à de jeunes familles suivies par le Safren de se préparer à la vie de couple et à la construction d'une cellule familiale. Les expériences passées ont été très positives, peu de situations ayant abouti à une séparation de l'enfant et de ses parents. Ces appartements peuvent également servir à des couples en attendant la stabilisation de leur situation locative. Des évolutions qui s'inscrivent dans les réflexions concernant le centre maternel. Actuellement pensé pour les femmes, une ouverture vers les pères est prévue. Suite aux évolutions des lois de protection de l'enfance, les équipes éducatives du centre et du Safren se concertent pour imaginer une prise en charge complémentaire appelée « centre parental ». ●



SE FAIRE REMPLACER POUR SOUFFLER

Faute de repos, les exploitants épuisés peuvent prendre du répit

HUIT OU DIX JOURS, C'EST LE TEMPS QU'IL FAUT POUR FAIRE UN BREAK. PAS FACILE DE SORTIR LA TÊTE DE SON EXPLOITATION. UN NOUVEAU DISPOSITIF, PILOTÉ PAR LA MSA, PROPOSE UNE SOLUTION : LE REMPLACEMENT.



→ Laurence Bourgeaux, responsable de l'action sanitaire et sociale de la MSA Ain-Rhône

Le dispositif *Se faire remplacer pour souffler* est un reflet parfait des valeurs de la MSA : une connaissance très fine du moral des exploitants, un appui constant sur le réseau des délégués et l'expertise de ses professionnels, la priorité donnée à la prévention en l'adaptant au plus près de la personne à accompagner. Le gouvernement a donc confié à la Caisse nationale le soin de gérer ce dispositif conçu comme une mesure d'exception dans le cadre d'un plan de consolidation mis en œuvre à l'automne dernier. Il est présenté comme un moyen de lutter contre l'épuisement professionnel de certains agriculteurs. Le remplacement temporaire est la clé du système qui le finance entièrement.

Repos et répit

Dans les exploitations, il est de tradition de considérer le repos comme la contrepartie du labeur quotidien et le répit comme une défaillance temporaire, un aveu de faiblesse qu'on cache à défaut de pouvoir l'éviter. Les choses et les mentalités ont changé : on soigne aujourd'hui le malaise de la profession avec ce qui passait hier pour un mal. Le répit est devenu un moyen de faire du bien, une rupture

pour prendre du recul pour soi ou pour d'autres. De sept à dix jours d'arrêt non pas de maladie, mais d'épuisement renouvelable une fois.

Arrêt d'urgence

Les crises agricoles successives ont éliminé un tissu réputé solide. On savait que dans la profession, quelques exploitations passaient régulièrement à travers les mailles de ce qu'on ne pouvait pas appeler la prospérité. Les temps sont durs : des années de difficultés dans les filières ont effiloché le moral et les réserves, mettant à l'épreuve entreprises, exploitants et familles.

Difficile dans ce monde qui ne ménage pas sa peine de **aler à côté de son vélo** pour éviter la bande d'arrêt d'urgence. Le dispositif *Se faire remplacer pour souffler* annonce clairement la couleur : prendre du recul, retrouver son entourage et ses repères, partir pour mieux revenir. Appréciée et appréciée, la mesure a ses limites : elle est contenue dans la durée à vingt jours pas plus, en deux fois ; elle s'appuie sur des services de remplacement déjà bien sollicités. Mais c'est déjà ça ! ● A.G.

Une boîte à outils

Pour mener à bien ses actions sociales, la MSA combine actions individuelles et actions collectives.

La boîte à outils destinée aux actions individuelles s'est beaucoup étoffée et diversifiée :

- **Prendre soin de sa santé**, ateliers destinés entre autres aux bénéficiaires du RSA ;
 - **L'avenir en soi : faire face aux changements**, pour les personnes qui ont besoin de faire le point
 - **Coups de pouce connexion** pour faciliter l'accès à Internet.
- Sans oublier deux autres initiatives emblématiques :
- **Partir pour rebondir** qui permet des départs en vacances en famille ou en classe d'âge pour les enfants,
 - **Le plan de prévention du suicide** lancé en 2011.

Les actions collectives créent une autre dynamique, donnent des occasions d'échange et d'animation. Les assistantes sociales détectent les besoins ; les travailleurs sociaux mobilisent les moyens. Pour Laurence Bourgeaux, responsable de l'action sanitaire et sociale, « *le collectif n'a de sens que s'il est mobilisé à partir de l'individuel, mais nous ne l'imposons jamais au forceps* ».

En 2016, une nouvelle COG (Convention d'objectifs et de moyens) a permis à chaque caisse de MSA de tracer ses propres orientations sociales. La Caisse centrale a montré sa détermination : « *Nous sommes confrontés aux règles de maîtrise budgétaire, mais la volonté de l'institution est bien de maintenir les ressources et les effectifs alloués à l'action sociale.* »

En octobre 2016, le gouvernement décidait d'un plan de consolidation pour aider l'agriculture. *Se faire remplacer pour souffler* est un de ses volets, doté d'un budget de 4 M€ et géré par la MSA au niveau national. ●



Le dispositif est-il en adéquation avec le terrain ?

« J'insiste beaucoup sur la souplesse. »

Assistante sociale de secteur, Elsa Bonfils connaît bien le secteur du Bugey qu'elle sillonne pour aller à la rencontre des adhérents MSA. Avec elle, nous avons analysé l'intérêt et les difficultés du dispositif confronté au terrain.

→ C'est un plus, mais est-ce un mieux ?

C'est un outil intéressant qui lève le frein du problème financier, d'autant qu'il dispose au plan national d'un budget conséquent. Ce dispositif n'est prévu que pour 2017. Il n'y aura, en principe, pas de reconduction. J'insiste beaucoup sur sa souplesse : il n'impose pas de conditions de ressources, il ne se limite pas à la période de l'été ; il accepte des durées variables.

→ ... mais il est contraint par le temps.

Détecter, sensibiliser, expliquer, travailler sur les mentalités demande du temps ; travailler avec d'autres partenaires qu'il faut associer aussi. Nous avons mis en place ce dispositif en avril, après une phase de travail préparatoire. C'est un travail de longue haleine qui s'adresse à des personnes qui sont à fond dans leur boulot, qui ont vécu des situations lourdes et que nous connaissons pour la plupart parce que nous les avons déjà accompagnées.

→ Le point sensible, c'est le remplacement.

Il ne s'agit pas d'allouer un budget vacances mais de financer le remplacement de l'exploitant. Il faut d'abord qu'il accepte cette présence étrangère, qu'il anticipe aussi car il est difficile souvent de trouver un remplaçant. Le dispositif lui laisse la possibilité d'embaucher directement.

→ L'idée, c'est de permettre une coupure de quelques jours.

Nous les repérons mais elles peuvent aussi s'adresser directement à nous. Ce sont souvent des exploitants qui vivent dans des situations qui ne sont déjà pas simples et qui se situent dans un équilibre difficile, pas seulement pour des raisons

économiques, ou qui sont confrontés, sans se l'avouer, à l'épuisement. La plupart du temps, nous les connaissons déjà. Certains cas nous sont signalés par les experts-comptables, la banque, la Chambre d'agriculture ou les délégués MSA, voire le service de remplacement. Nous évaluons avec elles le besoin : du répit, une rupture, un besoin de prise de recul et ensuite de prise de décision, l'envie de se retrouver en famille pour renouer les liens. Je pense à ce couple qui va enfin pouvoir partir visiter sa famille à l'étranger.

→ Est-ce plus difficile dans le Bugey qu'ailleurs ?

J'interviens sur un secteur qui va du plateau d'Hauteville à Sault-Brénaz. Un territoire caractérisé par l'élevage, le lait, la viticulture, où l'effort montagne joue beaucoup. S'y ajoute une forte présence des circuits courts qui impose de produire, de l'abattage à la vente, et qui exige beaucoup de présence. Difficile dans ces conditions de rompre comme on peut le faire dans les exploitations en GAEC. ●



→ « Un des objectifs, c'est aussi de donner aux autres l'envie de partir. »

Témoignage :

« Je ne les supporte plus »

« *Je suis éreinté !* » Philippe a pris quelques minutes après la traite pour répondre au téléphone. « *Je n'arrive même plus à brancher mes vaches. Je ne les supporte plus. Vous devriez venir car j'ai des tonnes de choses à dire.* » Difficile d'en parler comme ça, sans se connaître. Même moi, je préfère le face à face. Il a besoin d'ouvrir les vannes de sa colère, de sa détresse. « *Et vous savez, je ne suis pas le seul dans la profession. Il y en a plein d'autres comme moi.* »

Il lui reste quatre ans à tirer avant d'être libéré de ses bêtes. « *Je me suis ruiné la santé, les genoux, le dos.* » En attendant, il travaille toujours 7 jours sur 7, avec les factures qui s'accumulent et le sentiment d'être étreint par les grands groupes laitiers qui paient 300 la tonne.

Philippe a un fils qui rêve de prendre sa suite, avec le même enthousiasme que lui, il y a ans. Il a beau le mettre en garde, le fiston ne veut rien entendre, si ce n'est croire à un avenir meilleur.

Comment lui poser la question du remplacement ? C'est d'un break *ad vitam æternam* dont il a besoin, lui. Bien sûr qu'il va s'arrêter pour dix jours, mais pour pouvoir s'arrêter pour toujours.

Il s'est déjà arrêté quatre mois pour des problèmes de santé. « *J'ai toujours payé mes factures, mais j'attends toujours le versement de mes primes 2015.* » Dans son cas, souffler n'est plus jouer... ●

290 logements réhabilités + 290 logements reconstruits à Ferney

DYNACITÉ ACCOMPAGNE LE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL DU PAYS DE GEX, EN PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES.

290 logements réhabilités, avec un objectif de haute performance énergétique et d'amélioration du confort phonique, des espaces extérieurs requalifiés, offrant une nouvelle image du quartier et l'ouvrant sur la ville : lancée en 2010, l'opération de rénovation urbaine du quartier des Tattes, à Ferney-Voltaire, est d'envergure. Réalisée dans la concertation avec les habitants, avec un accompagnement personnalisé auprès des personnes les plus fragiles et des assistantes maternelles, elle s'inscrit pleinement dans les objectifs de développement social des quartiers des Tattes et du Levant, entrés dans la géographie prioritaire de la politique de la ville en 2014. Coût total de l'opération : 18,7 M€, dont 14,5 M€ pris en charge par Dynacité

Côté Levant, construire avant de démolir

Bailleur, élus et habitants ont inauguré le nouveau quartier des Tattes en octobre 2016. La rénovation urbaine se poursuit, côté Levant. Là, plutôt que réhabiliter, Dynacité et la Ville ont opté pour démolir et reconstruire. Ou plutôt l'inverse car, en Pays de Gex plus qu'ailleurs, il est impératif de construire auparavant pour reloger les locataires des immeubles démolis. Au total, 144 logements seront démolis, 290 reconstruits, dont une centaine en accession. Attachés à leur quartier, les habitants souhaitent y rester. Sont aussi prévus des locaux commerciaux et de services, et des cheminements doux facilitant l'accès à l'école. La phase 1, Levant Sud, s'achève. Au terme des phases 2 et 3 (Levant Nord) en 2022, 90 % des locataires auront été relogés dans du neuf. ● **A. P.**

Des problématiques quasi parisiennes

« Dynacité est un acteur historique du Pays de Gex depuis les années 60, avec la volonté d'accompagner toutes les communes dans leur stratégie de développement », rappelle Ali Bensalem, directeur de territoire Oyonnax Haut-Bugey. L'enjeu est de taille. La hausse démographique est particulièrement élevée, jusqu'à plus de 36 % en cinq ans à Prévessin-Moëns. Le prix du foncier



est supérieur à la moyenne départementale. D'où un marché du logement hypertendu. « Les prix du logement privé sont exorbitants ! En moyenne de 6,50 €/m² dans l'Ain, un loyer peut atteindre 20 € dans le Pays de Gex. Le parc social est une vraie alternative », confirme Anaïs Wanwestwinkel, responsable pôle clientèle du territoire Pays de Gex / Bellegarde. Compter 5,50 €/m² chez Dynacité, même en zone tendue. Pour détendre le marché, au-delà de la construction de deux cents logements par an, Dynacité a l'objectif d'être un acteur de territoire et de favoriser la mobilité résidentielle. « C'est un territoire atypique, un monde particulier, avec des problématiques quasi parisiennes. Dans la journée, on a l'impression d'être dans un village et le soir dans une métropole, avec les

embouteillages, les immenses bus... », observe Ali Bensalem. « C'est le seul territoire où les chargés de secteurs doivent parler anglais » : quatre-vingt dix nationalités s'y côtoient. C'est celui où la vacance de logements est la plus faible : moins de 1 %. C'est l'un des quatre, avec Belley, Oyonnax et Rillieux-la-Pape, où une régie spécialisée intervient en cas de

dégradation, dans les plus brefs délais. « Dynacité s'adapte aux réalités territoriales. Nous sommes aussi acteurs de la tranquillité, du bien vivre ensemble. » Bien vivre ensemble, c'est aussi construire ensemble les projets : « L'État met un point d'honneur à ce que les bailleurs fassent participer les locataires. Dynacité le fait déjà avec les démarches de concertation et, au-delà, de co-production. On renouvelle l'urbain et aussi notre mode de relation avec les locataires. La rénovation urbaine se fait avec beaucoup de bienveillance, de respect, de la part de Dynacité, de compréhension de la part des locataires. On entre dans l'intimité des familles, leurs histoires de vie. Une rénovation urbaine n'est pas un long fleuve tranquille mais notre dynamique d'entreprise est passionnante. »



© D.GILLET

→ Dans le quartier du Levant, un premier bâtiment de 30 logements (15 PLAI et 15 PLUS), de haute qualité environnementale, a été édifié en 2015 afin de reloger les locataires des premiers immeubles démolis.

EN BREF

→ En chiffres

- 3 984 logements gérés par l'agence du territoire Bellegarde / Pays de Gex (et Hauteville)
- 35 % de T3, 35 % de T4, 30 % de T1, T2, T5
- 654 logements à Ferney-Voltaire, dont 434 sur les quartiers des Tattes et du Levant
- 72 collaborateurs, dont 35 chargés d'entretien
- 56 communes concernées

→ Double nouveauté

- La Direction territoriale Pays de Gex / Bellegarde a une nouvelle directrice depuis juillet, Corinne Sardelli. Les bureaux seront implantés au cœur du Levant.

→ Jardins familiaux

- Aux Tattes, au fil des rencontres, est né un projet de jardins collectifs.

→ Contrat de ville

- Dynacité est l'un des partenaires du contrat de ville de Ferney-Voltaire, signé en juin 2015.

→ À la une du neuf

- En 2017, Dynacité a mis en service des logements neufs à Ferney, Péron, Prévessin-Moëns.

Trois questions à Marc Gomez, directeur général de Dynacité

Le logement social joue un rôle majeur dans l'insertion et participe à l'équilibre des territoires



→ En quoi la rénovation urbaine des Tattes à Ferney est-elle exemplaire ?

Dynacité réhabilite, construit, relogé, démolit. La maîtrise d'ouvrage directe permet de réaliser à la fois du locatif, de l'accession sociale et de l'accession privée, pour favoriser la mixité sociale, répondre aux besoins de tous, avec une volonté d'équité de traitement. Un logement réhabilité doit ressembler à un logement neuf. À Ferney, il y a eu un travail remarquable fait avec le maire et les associations. La rénovation urbaine est un enjeu fort, et un enjeu d'innovation sociale, pour rendre les habitants acteurs de leur logement, de leur ville. De ce partage, naissent la confiance, le respect. Il y a eu une vraie réflexion, par exemple, sur l'aménagement des espaces extérieurs. Le choix du mobilier a été reproduit ensuite dans la métropole lyonnaise. Tous les

territoires bénéficient des expérimentations menées sur l'Ain.

→ Comment se dessine l'avenir du logement du Pays de Gex ?

Dynacité est historiquement un acteur ancré dans l'axe franco-valdo-genevois et sera encore plus présent demain. À la rentrée, avec mon Président, Michel Perraud, nous rencontrerons tous les élus du Pays de Gex. C'est un territoire avec des disparités sociales importantes. Le logement social joue un rôle majeur dans l'insertion. Nous allons continuer à travailler avec les communes pour répondre aux besoins exponentiels, aux problématiques spécifiques, faciliter la mobilité résidentielle. Au-delà du logement social en PLAI, PLUS, PLS et de l'accession libre, nous développerons du logement en PLI*, pour permettre aux personnes dépassant

le plafond de ressources, et sous conditions, d'accéder au logement social.

→ Quels sont les grands projets ?

À Gex, nous allons mener avec la ville une grande opération d'aménagement sur le quartier Charpak, avec la création de nouveaux espaces extérieurs, de places, de logements... À Divonne-les-Bains, notre partenaire Urbanera a été retenu pour l'aménagement de la ZAC de la Gare ; nous réaliserons 130 logements locatifs environ. Autres projets à venir : la réalisation de 30 logements dont 15 réservés à des enseignants, ainsi qu'une PUV, en partenariat avec la commune de Ferney-Voltaire, des logements PLAI, PLUS et PLS à Cessy, Gex, Divonne-les-Bains, Collonges, Chevry, Péron, Prévessin notamment. ●

* Prêt locatif intermédiaire



LA SEMCODA ACCOMPAGNE LE DÉVELOPPEMENT DE LA VILLE D'AMBÉRIEU-EN-BUGEY

Le quartier de la gare remet Ambérieu sur la bonne voie

RÉCEMMENT ACHÉVÉ, EN COURS DE TRAVAUX OU EN PROJET, TROIS NOUVEAUX PROGRAMMES DE CONSTRUCTION ÉTENDENT LE PARC DE LOGEMENTS SUR LA CITÉ BUGISTE.



→ « La collaboration avec la ville d'Ambérieu se poursuit » souligne Elise Faivre.

Vendredi 23 juin, l'assemblée générale de la SEMCODA s'est tenue pour la première fois à Ambérieu-en-Bugey, à l'Espace 1500. Un symbole fort pour le bailleur social, qui participe pleinement au développement de l'offre de logements sur la ville. « Le maire nous a fait le plaisir d'ouvrir notre AG, avec un discours abordant l'avenir de la ville et les conséquences de sa croissance. Ambérieu est la commune de l'Ain la mieux située de toutes. Elle bénéficie de tous les moyens de communication, ferroviaires, autoroutiers... Elle est proche de la banlieue lyonnaise. C'est une zone d'attractivité très forte. Elle a des atouts extraordinaires. La SEMCODA est présente et sera clairement présente au côté de la ville pour accompagner son développement. Nous travaillons

sur un programme ambitieux pour redonner une image au quartier Gare », souligne Gérard Lévy, directeur. Responsable du service maîtrise d'ouvrage en propre, Elise Faivre indique que, fin 2015, le parc existant comptait 373 logements, y compris le foyer pour personnes âgées et un EHPAD. Il dépassera bientôt les 400. Menées en construction propre ou avec des promoteurs, trois grandes opérations s'inscrivent à l'agenda 2016-2018. Non loin de la gare, un nouvel immeuble de 54 logements, Les Charmilles, a été livré en mai 2017. Dans le même quartier, six bâtiments sortent de terre : le vaste chantier de la Brillatte bat son plein. « La SEMCODA avait été retenue comme opérateur d'aménagement, suite à un appel d'offres, pour redynamiser l'habitat sur un foncier

vide. C'est une grosse opération, avec une résidence seniors de 57 logements, 34 appartements locatifs, et 46 en accession sociale et accession libre. » Mixité sociale garantie ! Côté centre-ville, près de la médiathèque actuellement fermée pour réaménagement, la construction d'un petit immeuble de 22 appartements et le réaménagement de l'angle de la rue Amédée-Bonnet et de la rue Georges-Butard. ● A.P.

Trois questions à Daniel Fabre, maire d'Ambérieu-en-Bugey « L'avenir de la ville passe par la gare »

→ Quel est le paysage du logement social à Ambérieu ?

La ville avait son propre bailleur social, Ambérieu Habitat, qui a fusionné avec Dynacité fin 2016. La SEMCODA, notamment avec ses programmes récents, devient aussi un acteur majeur de l'urbanisme sur Ambérieu. Les bailleurs sociaux doivent accompagner le développement de la commune, avec des projets montés dans la concertation, qui puissent s'inscrire dans la révision du plan local de l'urbanisme. Nous avons des intérêts communs.



→ Comment la ville est-elle amenée à se développer ?

Ambérieu existe grâce à la gare et l'activité ferroviaire, son avenir passera par là. C'est la troisième gare TER de la région Auvergne Rhône-Alpes, avec 4 000 voyageurs par jour. Il y a une vraie stratégie de développement à mettre en place. Le quartier Gare a été inscrit en politique de la ville en 2014, un projet de rénovation urbaine va

débuter. La communauté de communes de la Plaine de l'Ain accueille environ mille nouveaux habitants par an, dont un quart sur Ambérieu. Ils viennent de la région lyonnaise mais aussi d'Ile-de-France et des Hauts de France. Nous avons la chance d'avoir une population plutôt jeune et active, un bon taux d'emplois créés sur place. C'est la troisième ville de l'Ain. Mais les habitants ont encore l'impression d'être dans un village ! L'étude menée par le SCoT Bucopa* indique que la croissance démographique de près de 1,5 % par an sur Ambérieu depuis cinq ans serait confirmée au moins sur les dix prochaines années. ●

* Schéma de cohérence territoriale Bugey Côtiers Plaine de l'Ain

→ L'offre de logements sociaux répond-elle à la demande ?

Le taux de logements sociaux est de 25 %, soit la norme réglementaire ; l'objectif n'est pas de monter à 30 %. Nous souhaitons une solidarité territoriale. Il y avait un vrai déficit en matière de logement pour les personnes âgées, entre l'habitat traditionnel et la maison de retraite. La résidence seniors de la Brillatte et le programme Haïssor que nous avons lancé avec Dynacité et l'ADMR, s'il est accepté par le Département, permettront de le combler en partie.

→ Couleurs d'été aux Charmilles

Lignes sobres, murs blancs et balcons aux couleurs ensoleillées : la nouvelle résidence Les Charmilles a belle allure. Ses 54 appartements, du T2 au T5, avenue Roger Salengro, ont vite trouvé preneur. Le projet a été mené avec un promoteur immobilier, « en AEFA, achat en l'état de futur achèvement » précise Thierry Girard, chargé d'opérations. « Avant, j'étais dans un village, il n'y avait rien. Là, c'est proche de tout » témoigne une locataire.

→ La Brillatte, entre gare et centre-ville

À la Brillatte, la résidence seniors et deux bâtiments de logements locatifs devraient être livrés fin 2017, puis trois autres, essentiellement d'appartements en accession, en juin 2018. Tous les immeubles disposent de finitions soignées, balcons ou terrasses, parking, local vélos, chaufferie... Le côté nature sera préservé. Des cheminements doux, permettant de rejoindre rapidement le centre-ville, seront aménagés puis rétrocédés à la commune. Un petit

« plus » pour tous les Ambarrois... Nul doute qu'ils seront très fréquentés : la crèche est juste derrière le futur ensemble et l'école est proche.

→ Nouvel angle au cœur de ville

À l'angle des rues Amédée-Bonnet et Georges-Butard, sera édifié en 2018 un immeuble de 22 logements, avec local commercial au rez-de-chaussée et parking au sous-sol. « À l'architecture contemporaine, avec des jeux de couleur » précise Ingrid

Trémeau, chargée d'opérations. De l'autre côté de l'angle des rues, l'espace public devant l'immeuble voisin sera réaménagé, avec création de cinq places de parking et d'un aribus. « L'opération s'inscrit dans le plan de recomposition urbaine de la ville », souligne Jean-Luc Ramel, de l'agence d'architecture et d'urbanisme 2BR, maître d'œuvre. Côté médiathèque municipale, la SEMCODA réalisera un patio de 50 m². ●



→ « Le bâtiment a été livré le 10 mai. Les premiers locataires sont arrivés le 12 ! », indique Thierry Girard.



→ Les premiers bâtiments de la Brillatte seront livrés fin 2017.



→ Le futur ensemble de la Brillatte comprend 137 logements, alliant locatif, accession sociale, accession libre et résidence seniors.

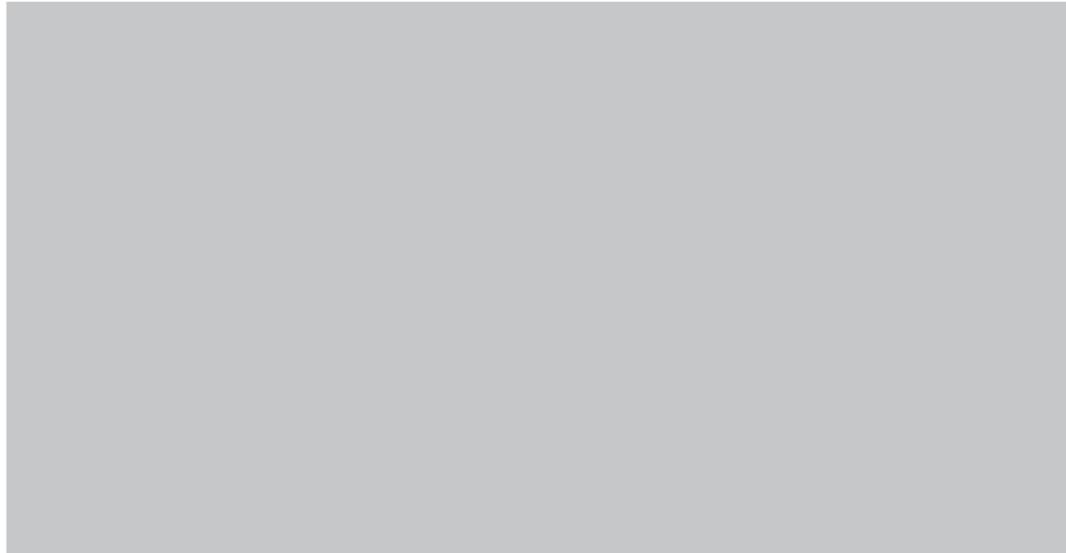


→ Avant/après : l'angle de la rue Amédée-Bonnet et de la rue Georges-Butard.



Des réponses « cousues main » pour les sans solutions

TRADITIONNELLEMENT, L'ÉTABLISSEMENT OFFRE LES SERVICES DONT LA PERSONNE EN SITUATION DE HANDICAP A BESOIN. LES PÔLES DE COMPÉTENCES ET DE PRESTATIONS EXTERNALISÉES (PCPE) RENVERSENT LA PERSPECTIVE EN PROPOSANT DE CONSTRUIRE DES SOLUTIONS ALTERNATIVES BASÉES SUR UN RÉSEAU DE PROFESSIONNELS DE TOUS HORIZONS. UNE RÉVOLUTION.



→ Une réunion de travail, organisée le 20 juillet prochain par l'ARS, permettra aux différents acteurs de se connaître et de commencer à travailler ensemble. Au niveau de l'Adapei, des réunions d'orientation avec la MDPH auront lieu dès la rentrée pour mobiliser les différents acteurs au plus vite.

Publié en 2014, le rapport Piveteau et son objectif de « Zéro sans solution » continue à trouver des applications. Dernière en date, la mise en place des PCPE, inscrits dans la démarche « réponse accompagnée pour tous ». C'est dans ce contexte que l'ARS a lancé un appel d'offres pour la création de plusieurs pôles dans l'Ain. Mutualisation et coordination sont le mot d'ordre et l'essence même du projet. Les différents pôles pourront fonctionner en parallèle. Certains cibleront un public spécifique tandis que d'autres seront centrés sur un territoire

particulier. Autant de partenaires avec lesquels l'Adapei, qui interviendra sur l'ensemble du département, devra travailler.

Un outil du plan d'accompagnement global

L'objectif est clair : proposer une solution temporaire de prise en charge en attendant d'une solution pérenne. Derrière ce concept se trouve le besoin d'éviter des ruptures de parcours. Le dispositif renforce l'importance de la souplesse de la part des MDPH qui peuvent formuler une double orientation. Si la première, la plus pertinente et la plus souhaitable, ne peut être mise en œuvre, une seconde, alternative, peut être construite en s'appuyant sur les possibilités et disponibilités locales à travers un plan d'accompagnement global. Autant d'enjeux où la souplesse des PCPE doit permettre une meilleure mise en application.

Travailler ensemble

L'Adapei aurait dû verser 218 000 euros à l'ARS dans le cadre du 1% régional « zéro sans solution ». Une somme que l'association a redéployée pour financer son pôle. Bien que développé hors des établissements, il se fonde sur une approche écologique du territoire. Le pilotage sera ouvert, interassociatif pour mieux organiser la coopération. Les liens avec le CPA ont été essentiels pour répondre aux attentes des personnes en situation de handicap psychique. Au quotidien, l'appui sur un maillage territorial sera très utile au repérage des personnes en dehors de toute prise en charge organisée. ● Ch. M.

Trois questions à Michelle Pierret : un réflexe pas une baguette magique

→ Pourquoi l'Adapei a-t-elle répondu à cet appel à projets ?

Les PCPE vont dans le sens des nouveaux engagements inscrits dans notre projet associatif car ils accordent une large place au parcours de vie de l'utilisateur. En SESSAD, les listes d'attente sont importantes. En un an, la situation d'un jeune peut se dégrader. Il faut que l'on apporte du palliatif. On doit mobiliser les ressources d'un territoire pour que chacun apporte une partie de la réponse qui n'appartiendra pas forcément à l'Adapei.

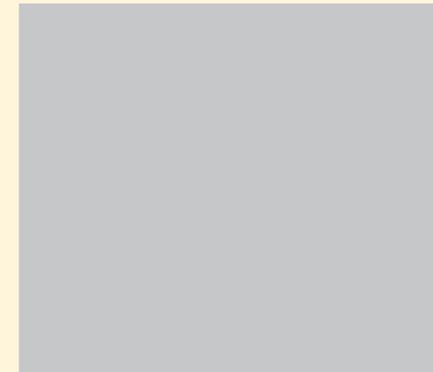
partenaires des places d'urgence. Il faut que la mobilisation du PCPE devienne un réflexe.

→ Quels sont les pièges à éviter ?

L'ARS et le conseil départemental fondent de gros espoirs dans ce projet. Mais, ce n'est pas non plus une baguette magique. Ça représentera un travail énorme auquel on répondra à hauteur des moyens. On doit être attentif à ce que ça ne devienne pas une réponse bricolée et pas chère. ●

→ C'est la condition de la réussite ?

C'est la spécificité de ce projet. Au départ, les réponses sont des propositions alternatives s'appuyant sur l'offre existante dans le bassin de proximité. Il demande de l'articulation et de bien se connaître, ce qui suppose des comités de pilotage réguliers. Il oblige à être dans un esprit d'échange des pratiques et de mutualisation entre professionnels pour repérer les acteurs ou les réseaux de santé. Parfois, il faudra être deux : on mettra à disposition des



→ Légende

LE PCPE

Des principes révolutionnaires

→ Quelles missions ?

Les prestations sont adaptables. Les pôles identifieront les personnes en situation de rupture, au-delà du travail de la MDPH. Vient ensuite le temps de rencontre et d'écoute pour identifier les causes de la rupture et définir besoins, priorités et limites de l'intervention. Après l'élaboration du projet, le pôle coordonne les prestations des acteurs (établissements de l'Adapei, d'autres associations ou prestataires du milieu ordinaire).

commun est l'important risque de rupture de parcours, faute de place dans une structure adaptée. Le service offrira une file active de cinquante personnes. Un travail de qualification des listes d'attente de l'Adapei qui dépassent les 800 personnes sera nécessaire. De son côté, la MDPH avait relevé treize situations critiques à l'échelle du département.

L'ensemble du territoire seront mobilisés pour des prestations directes, rompant avec la logique institutionnelle. L'implantation de l'Adapei dans le département assure la proximité avec les bassins de vie des usagers.

→ Quelles prestations ?

L'élaboration des projets se fera avec un maximum d'acteurs, dont des prestataires libéraux. Plutôt de que créer de nouvelles couches, les interventions seront inclusives en allant chercher les prestations de droit commun, des offres existantes pour faire en concretisant des initiatives locales ou informelles. ●

→ Quels professionnels ?

Un cadre de santé, des coordonnateurs et un neuropsychologue. Cette petite équipe mobile assurera la coordination, les liens avec les acteurs et les propositions de parcours. Sa neutralité sera assurée par son détachement de la logique institutionnelle. Au quotidien, les professionnels de

→ Quels publics ?

Les personnes avec un handicap psychique, les jeunes en attente de SESSAD, les jeunes sous aménagement Creteil mais aussi les familles et les aidants. Leur point

« Un dispositif d'avenir »

L'ARS fonde de très grands espoirs dans la réussite des PCPE. Des dispositifs que l'agence envisage comme une transformation complète de la prise en charge des personnes en situation de handicap : il s'agit avant d'accompagner des parcours de projet de l'Adapei, envisagé à l'échelle du département, est ambitieux. On met beaucoup d'espoir dans les PCPE », explique Philippe Guétat, délégué départemental de l'ARS. On va gagner en qualité. On peut toucher des publics qui aujourd'hui ne sont pas suffisamment accompagnés ». Pour l'ARS, cette nouvelle approche aura

des effets très positifs sur les personnes en proposant de meilleurs accompagnements au plus grand nombre, en répondant plus favorablement aux orientations mais aussi en soulageant les familles. La guidance des proches est l'une des notions fondamentales d'un dispositif qui vise à faire prendre confiance aux usagers et à leurs proches. Témoignage des attentes de l'agence, le projet sera relayé dans les futures orientations du projet régional de santé, publié en 2018. Le déploiement doit maintenant se faire au plus vite pour que les pôles soient opérationnels dès la fin de l'année. ●

→ FICHE ACTION

→ Les réunions de coordination ou les ateliers tournent dans les structures du réseau.

La cérébrolésion, un handicap souvent invisible

TROIS ANS APRÈS SA CRÉATION, RESACCEL EST BIEN EN VUE : LE RÉSEAU REGROUPE UNE TRENTAINE DE PARTENAIRES MOBILISÉS EN FAVEUR DES PERSONNES ATTEINTES DE LÉSIONS CÉRÉBRALES. PRINCIPE DE BASE : INFORMER TOUTS AZIMUTS.

→ Sandrine Ruy, adjointe de direction à l'ADAPT de l'Ain, est une des têtes du réseau avec Didier Bertron, président de l'AFTC 01, et Alexandre Clément, adjoint de direction SAMSAH CRLC 01.

RESACCEL EN PRATIQUE

→ **Mission :** promouvoir en priorité la qualité, la continuité et la cohérence de la prise en charge et de l'accompagnement de toute personne cérébrolésée avec pour objectif de faciliter son parcours.

→ **Actions :** organisation tous les deux ans d'une journée d'information ; mise en place de groupes de travail (ergothérapie, neuropsychologie, orthophonie, accompagnement socio-éducatif) ; mise en place d'outils de communication à destination des particuliers et des professionnels (plaquette de présentation, site régional et page Facebook, information auprès des partenaires, etc.)

→ **Équipe :** ADAPA, AFTC 01, ARIMC Rhône Alpes (Pôle du Colombier), ORSAC, SAMSAH CRLC, ORSAC, Orcet Mangini, CH Fleyriat, L'ADAPT de l'Ain, Le Mot 01, Mais le Villa Joie, Clinique Les Arbelles, établissement de soins de suite et de réadaptation Romans Ferrari, centre médical de rééducation pédiatrique. Praticiens libéraux : orthophoniste, ergothérapeute, kinésithérapeute, SAAD Croix-Rouge, en tout 22 structures.

Contact : contact-ain@resaccel.fr

La cérébrolésion est souvent qualifiée de handicap "invisible". Si ses causes demeurent la plupart du temps cachées, ses effets sont bien réels : « *Troubles cognitifs, pertes de mémorisation, oublis, sautes d'humeur* », énumère Sandrine Ruy, une des animatrices du réseau. *Les causes ne se limitent pas au traumatisme crânien. L'AVC (aujourd'hui première cause de handicap acquis), les cancers et le handicap font que beaucoup de personnes sont concernées.* Comme tout handicap, la cérébrolésion est très pénalisante car elle exige d'épuisants efforts pour penser à tout afin de garder son autonomie. « *Tout prend beaucoup de temps.* »

→ **Réseau sans frontières**
Resaccel n'est pas un réseau comme les autres. D'abord parce qu'il laisse place aux familles et aux associations qui les regroupent ; l'engagement des bénévoles dans l'organisation de la

soirée d'information sur le répit, en février, était patent. Ensuite, parce qu'il a la particularité dans l'Ain d'accueillir beaucoup de médecins libéraux qui y trouvent écoute et conseil. Dans un premier temps, les membres de Resaccel ont apprécié de pouvoir mieux se connaître, dans la diversité de leurs métiers et des lieux où ils les pratiquent, en dépassant les frontières du sanitaire, du social et du médico-social. Le réseau va de l'hôpital à l'Esat, de l'ergothérapeute à l'aide à domicile. Cette compréhension débouche aujourd'hui sur la conception de parcours plus fluides et surtout plus personnalisés, où chacun trouve sa place, à commencer par la personne cérébrolésée.

→ **La preuve par l'exemple**

Comme dans tout réseau, la communication occupe une place centrale. Resaccel ne multiplie pas les occasions d'informer à

l'extérieur mais préfère mettre l'accent sur un thème. En choisissant le répit, ses membres étaient sûrs de viser juste, d'autant que les témoignages et les intervenants étaient de qualité : Henry de Rohan-Chabot, délégué général de la fondation France Répît qui prend son essor à Lyon ; la MSA Ain-Rhône qui a pu présenter sa solution de baluchonnage (déjà présentée dans Interaction) ; Bernard Albert, le directeur du pôle du Colombier que gère à Virieu-le Petit l'ARIMC mais qui a évoqué une solution très originale de séjour de répît dans le Jura ; Lætitia Merle qui au nom du SAMSAH du CRLC 01 d'ORSAC a détaillé les solutions de répît mises en place à titre expérimental. Sans oublier Muriel Rauturier, directrice de la MDPH, qui a profité de l'occasion pour dire qu'il était toujours possible d'adapter les solutions aux prises en charge, surtout si on s'y prend bien à l'avance. ●

→ Lors de la mise en place du réseau, en 2014 avec l'ARS (Philippe Guétat), le Département (Jacques Rabut) et l'Adapt régional (Thierry Delerce).

→ Les soirées d'information sont toujours très suivies, en particulier par les familles. Avec de modestes moyens, Resaccel s'appuie sur la dynamique d'un réseau régional.



▲ En inaugurant les nouveaux locaux du SAMSAH son Dispositif d'accompagnement à la vie autonomie (DAVA), l'Adapei revendique une nouvelle approche marquée par l'inclusion dans la cité, la flexibilité, les partenariats, la modernité, l'autonomie et les parcours individuels.

Champ libre à l'autonomie !

Autonomie, société inclusive, hors-les-murs, désinstitutionnalisation... Autant de notions répétées, promues et analysées depuis des années. Alors, pourquoi s'y arrêter de nouveau ? Parce que les discours ont cédé la place à l'action. À travers ces pages, nous allons vous embarquer sur les routes de l'inclusion, à l'écart des établissements, sur la trace des nouveaux parcours d'usagers. Un mouvement bien engagé puisque l'ARS confirme son accélération et ses bienfaits. Une nouvelle donne qui transforme les approches et les relations entre partenaires. Les expériences menées dans le secteur de la santé où des solutions plus flexibles prennent forme en sont le parfait exemple.

Ces nouveautés sont rendues possible grâce au partenariat, marque de fabrique du social et du sanitaire dans

l'Ain. L'ARS, le Conseil départemental et les associations gestionnaires travaillent de concert pour accompagner cette transition. Grâce à des expérimentations innovantes, des réponses sont apportées aux nouveaux besoins et préparent les accompagnements de demain. Les grandes associations, telles que l'Adapei ou Comité commun, se sont emparées de ces champs d'action porteurs d'avenir. Nouveaux projets, réalisations récentes et prise en charge quotidienne, tous gardent le même cap : finies les ruptures, place à la construction de parcours. Il suffit d'écouter la voix des usagers pour se convaincre des bienfaits de ces évolutions. En fin de dossier, deux résidents du service d'accueil et de vie sociale (SAVS) de l'Apajh à Meximieux témoignent des impacts positifs de la désinstitutionnalisation sur leur parcours. ●

DOSSIER RÉDIGÉ PAR CHRISTOPHE MILAZZO.

« Je n'ai jamais vu une évolution aussi rapide. »

■ On parle beaucoup de désinstitutionnalisation mais finalement, qu'est-ce que ça veut dire ?

Avec le Département, on met en œuvre la loi de 2005, notamment le principe de « société inclusive ». Désinstitutionnaliser le plus possible tout en maintenant des structures pour ceux qui en ont besoin. Favoriser les parcours de vie, professionnels, éducatifs et sociaux est le cœur de notre métier. Les PCP inscrivent dans cette logique, déclinée dans tous les champs de l'ARS. En ITEP, il s'agit des dispositifs intégrés où l'institution cède la place à des parcours individualisés. La prise en charge évolue selon les besoins d'un accueil permanent à séquentiel, d'une classe intégrée à une unité externalisée.

■ Ce qui implique que tout le monde suive le rythme...

Depuis cinq, six ans, des changements ont été colossaux pour des pratiques qui n'avaient pas évolué depuis des années. Ça pouvait être difficile pour les professionnels. Les grandes associations étaient très à cheval sur les prises en charge internes. Mais aujourd'hui, tout est cassé. Sur certains territoires, on encourage les associations à travailler ensemble. Maintenir des personnes dans des structures coûteuses pour des résultats pas à la hauteur en terme d'inclusion serait dommage. La désinstitutionnalisation va dans le bon sens et coûte moins cher. Il faut écouter la voix des usagers, des familles et des aidants pour savoir ce qu'ils attendent.

■ Quels sont les éléments qui conditionnent cette réussite ?

Stratégiquement, tout le monde est convaincu mais former prend du temps. Sans oublier que l'inclusion totale n'est pas possible. On doit être vigilant sur la qualité d'accompagnement et de suivi. Il faut mobiliser les ressources et faire travailler les partenaires ensemble. À Oyonnax, la MAS pour personnes polyhandicapées mettra en commun des moyens, des énergies et des formations avec le foyer pour personnes handicapées vieillissantes. Cette symbiose entre l'ARS et le Département est une marque de fabrique de l'Ain. On partage une approche stratégique pour expérimenter puis généraliser. Le meilleur exemple est le secteur témoin du plateau d'Hauteville où on vise l'inclusion la plus aboutie possible.



Philippe Guéta, directeur départemental de l'Agence régionale de santé

LA SOCIÉTÉ INCLUSIVE CASSE LE MOULE DU TOUT ÉTABLISSEMENT

Longtemps évoquée, enfin réalisée, la société inclusive n'est plus un mythe. Plus question d'appliquer des solutions uniformisées, il est temps de se rapprocher des usagers. Mais loin de renier les établissements, la nouvelle donne mobilise leurs moyens et compétences pour proposer des réponses plus proches des usagers et de leurs besoins. Exemple avec l'ORSAC dont les nouveaux dispositifs partagent un objectif : éviter des hospitalisations inutiles.



▲ Après six mois de suivi, Sophie Beysseriat et les époux Dufour commencent à se connaître. Au cours d'un bilan, les sujets s'enchaînent, dans une ambiance informelle.

Quand la prise en charge sort de l'hôpital

À première vue, le site Mangini, fondé en 1900, renvoie une image traditionnelle. Il s'inscrit pourtant dans la volonté d'ouverture et de rapprochement des usagers à travers trois nouveaux dispositifs. Mais pas question de renier l'hospitalisation complète. L'expérience accumulée est essentielle aux nouvelles orientations. Le patient s'inscrit dans un parcours de soins qui évolue et prépare son retour à domicile. Signe des temps, l'ancienne maison du directeur devient un logement accessible à visée éducative. Elle servira d'exemple et d'aide à la prise de décision pour l'usager tandis que sa construction a développé les compétences des artisans en terme d'accessibilité. À terme, elle sera un véritable showroom. Pour les patients, la villa permettra d'évaluer leur capacité à retourner à domicile et pourra offrir du répit à des aidants.

En place à l'échelle du département depuis le début de l'année, le projet a été co-construit avec le centre hospitalier de Bourg. Pour Sophie Beysseriat, coordinatrice, sa mission tient en une phrase : « être sur le terrain pour coordonner et évaluer ». Ce qui implique de lutter contre le cloisonnement des acteurs, néfaste aux patients. Sollicitée par les médecins traitants ou coordinateurs, l'équipe réalise des évaluations à domicile avant de déclencher les actions correctives. Des visites qui visent à savoir si le maintien à domicile présente des dangers pour la personne et quels aménagements techniques ou humains pourraient être utiles. C'est la bonne connaissance du terrain dont dispose l'équipe qui permet le fonctionnement de ses actions. D'autant plus que son but n'est pas de s'inscrire dans la durée mais de s'effacer une fois les réponses trouvées. ●

Les consultations post-AVC

Après un AVC, beaucoup de personnes passent directement des urgences à leur domicile. Là, elles se retrouvent seules avec leur médecin généraliste pas toujours formé. En mettant en place des consultations post-AVC, l'ORSAC a pour but d'évaluer l'état de santé, d'identifier d'éventuelles aides et d'orienter la personne.

Avant la consultation, un questionnaire permet de saisir les attentes et de mobiliser les professionnels du plateau technique (kinésithérapeute, orthophoniste, neurologue, assistante sociale, psychologue...). Les consultations sont organisées à l'hôpital de jour de Bourg ou à Mangini. Avec toujours le même but : éviter une hospitalisation lourde, synonyme de perte de statut et d'éloignement de la famille.

Pour le Dr Gregorio Doinite, l'expertise et le réseau dont bénéficie le service permettent la réussite de la rééducation. Ce qui suppose d'impulser de nouvelles pratiques : ne plus nécessairement aller jusqu'au bout des prestations mais prévoir la prise de relais par d'autres équipes.

Un autre parcours avec l'équipe mobile

Depuis janvier, des situations ont été signalées, en grande partie suite à des lésions cérébrales. Hervé Dufour en fait partie. Après son accident et une période d'hospitalisation, il rentre chez lui pendant un an. Une période très difficile : plus en capacité de conduire, il avait le sentiment de ne plus avoir de vie sociale. Après une deuxième hospitalisation, il débute un accompagnement avec l'équipe mobile en février et s'installe dans une résidence adaptée à son état de santé. Pour lui, pas question d'intégrer un logement à ne rien faire ! Dans un premier temps, les contacts sont réguliers pour mettre en place et soutenir l'installation. « Au début, on s'envoyait des mails fréquemment. Maintenant, la fréquence a changé. Maintenant, c'est plus à la demande » décrit Chantal, son épouse.

Un accompagnement à la vie sociale
Pour Hervé Dufour, les besoins ne sont pas tant physiques que sociaux. Par l'entremise de l'équipe, il intègre le Groupe d'entraide mutuelle de la région de l'Ain où il participe à des activités dont la cuisine qu'il ne pouvait plus pratiquer seul. En parallèle, il participe auprès de la plateforme santé sports. À chaque étape, l'équipe mobile est présente pour l'accompagner même si, au final, il était le seul moteur. « Il y a un accompagnement avec les assistantes sociales mais, en cas de difficultés, on se sent facilement seul et perdu et on s'épuise vite » explique Chantal Dufour. « Avec l'équipe mobile, l'expérience est différente. On peut s'appuyer sur eux ». Pour Sophie Beysseriat, tout est une question de perspective : « Les personnes sont chez

elles, dans leur environnement. C'est plus facile pour les comprendre. Depuis un bureau, on ne peut pas tout voir, on n'a pas le même regard. Là, c'est plus riche pour tous. Ça nous permet d'avoir une photo de la situation de la personne, de connaître ses besoins, de s'adapter aux demandes, à la personnalité de chacun. Pour garantir la fluidité du parcours, il est essentiel de penser au plus tôt la fin de l'intervention. Outre la mobilisation d'acteurs de droit commun, l'association des proches, dans la mesure du possible, est un vrai plus. « On a beaucoup apprécié les personnes auxquelles on a eu affaire » explique Hervé Dufour. « L'équipe mobile a apporté un gros soutien. On en parle beaucoup autour de nous ».

« Beaucoup de personnes en situation de handicap souhaitent vivre en ville. »

■ **Comment le Département se positionne-t-il face aux questions de logement ?**

Il y a une tendance lourde, croissante et positive où beaucoup de personnes en situation de handicap souhaitent vivre en ville. Pour les personnes âgées, on a déjà Haissor, un projet bien avancé et porteur d'avenir. Sur le handicap, les besoins en terme d'accompagnement sont très différents. Les logements regroupés évitent l'isolement et permettent de mutualiser les aides. Ces projets d'appartements inclusifs sont poussés au niveau national, notamment par la loi de solidarité pour l'autonomie.

■ **Quid des personnes vivant déjà à domicile ?**

Actuellement, il y a des personnes handicapées motrices dans des situations peu inquiétantes. La prestation de compensation du handicap permet de financer jusqu'à trois équivalents temps plein. Mais elle ne fonctionne que s'il y a des aidants naturels autour. Pour des personnes isolées si les aidants sont âgés, c'est plus compliqué. Un cadre plus adapté permettrait la mutualisation de certaines tâches comme les veilles de nuit. Le handicap, c'est aussi beaucoup d'emplois directs, parfois compliqués. Le Département travaille avec les associations d'aide à domicile. On a tout à gagner à s'appuyer sur des prestataires.

■ **Comment concrétiser ces axes de réflexion ?**

On travaille avec les acteurs pour les pousser à répondre aux attentes. Il y a déjà des initiatives. On va les soutenir, les aider financièrement. L'idée est d'en tirer les leçons puis aboutir à un appel à projets avec un cahier des charges précis. Le premier est le projet d'appartements regroupés de l'association française des traumatisés crâniens à Oyonnax. Le Département interviendra sur le modèle économique et l'investissement. Il pourra amener des aides au titre du logement social et les majorer pour la domotique. Derrière, on souhaite exploiter d'autres expériences. L'association **enfance à l'ail**, pionnière pour l'inclusion scolaire des enfants trisomiques, veut créer des appartements inclusifs. L'APF aussi est intéressée. On voudrait mener quatre, cinq projets pour expérimenter ces appartements avec les différents types de handicap puis modéliser.



Thierry Clément, Directeur général chargé de la solidarité

VIS LA VILLE EST UN FORMIDABLE LIEU D'EXPÉRIENCES À MODÉLISER

Parmi les expérimentations soutenues par le Département, celle de l'association **Vis la ville** est sans conteste la plus avancée. Derrière ce projet de logements regroupés, une idée apparemment tout simple : donner les moyens à de jeunes cérébrolésés de vivre leur vie.



© Corinne Bertrand

Légende

Les yeux qui pétillent...

L'un des aspects clés du projet est aussi le plus innovant. « On ne voulait pas aller dans un des deux extrêmes : un FAM ou un appartement isolé. Ce qu'on voulait, c'est créer un juste milieu » affirme Didier Bertron. Quand on en parle aux cérébrolésés, ils ont les yeux qui pétillent. Dans les faits, une partie de la prestation de compensation handicap de chacun sera mutualisée. Relativement inédite, cette démarche financera une aide à domicile attitrée pour les activités lectives.

En plus des appartements individuels, la plateforme comprendra un espace commun, sur le modèle des résidences Haissor pour personnes âgées. Une zone que les résidents devront traverser pour aller chez eux et où ils prendront au moins trois repas ensemble chaque semaine. Pour Didier Bertron, ce mélange est « la

base, le cœur de l'association ». Il permet de motiver les résidents à sortir de chez eux pour trouver soutien et réconfort auprès de leurs pairs.

Un objectif de réinsertion sociale que l'AFTC expérimente déjà avec le **Groupe d'entraide mutuelle « Au Va et Vi'Ain »** qui témoigne de l'envie de passer du temps ensemble.

Le projet ne fait pas non plus l'impasse sur l'inclusion dans la vie de la cité. « C'est un volet mal connu de l'aide à domicile. Il est peu valorisé même si pour le handicap, ça commence à venir. Pourtant, le lien avec l'extérieur change tout pour ces personnes. Sans ça, on retranche une partie de leur vie de citoyen » explique Laure Dolique.

Si tout fonctionne bien, le projet pourrait faire école. L'AFTC a déjà potentiellement repéré six personnes intéressées dans le secteur de Bourg.

Un projet partenarial

Porté par l'association Vis la ville dont l'AFTC est marraine, le projet a le soutien de la MDPH et du Conseil Départemental et d'un large faisceau de partenaires. L'aménagement est assuré par la Semcoda, le versant médical et la construction de projets de logements du ressort du Samsah du Centre ressources pour les personnes cérébrales (CRLC). Il apportera son expérience médicale et paramédicale. L'Adapa se chargera du volet aide à domicile.

Pour cette dernière, la participation à ce projet innovant est une chance. Si l'association dispose d'un savoir-faire sur le territoire d'Oyonnax où des personnes en situation de handicap sont déjà prises en charge, la dimension collective sera une nouveauté. Face à la spécificité du public, dix aides à domicile recevront une formation complémentaire dispensée par le CRLC. À travers l'accompagnement individuel et collectif, l'objectif sera de stimuler les bénéficiaires sans se substituer à eux.

Le dialogue entre les différents acteurs sera essentiel à la réussite du projet. Des réunions de coordination hebdomadaires intégrant les aides à domicile sont prévues.

Un logement pour retrouver son équilibre

D'ici 2018 à Oyonnax, quatre appartements regroupés permettront à de jeunes cérébrolésés de trouver un juste milieu entre appartement isolé et établissements médicalisés. Pour améliorer la qualité de vie, l'autonomie et le bien-être en tendant vers une réinsertion sociale et occupationnelle.

Un immeuble de trois étages que chacun aménagera à son goût. Des solutions pérennes avec des baux de droit commun. Les objectifs sont clairs : restaurer la qualité de vie, l'autonomie et le bien-être en tendant vers une réinsertion sociale et occupationnelle.

Un public précis

50 personnes pourraient potentiellement être concernées. Mais, en dépit de la bienveillance et d'une surveillance, un minimum d'autonomie (capacité à marcher, à comprendre) sera nécessaire pour intégrer ces logements. Une commission d'admission veillera à rendre la cohabitation possible entre les futurs résidents. Pour certaines familles, envisager la séparation est quasiment impossible. Une fois leur enfant

revenu à la maison, difficile de le laisser repartir. Un travail d'explication, mené notamment via le réseau Resaccel prépare les traumatisés crâniens au changement d'environnement et les accompagnants au lâcher prise. Chaque partenaire transmet l'information au sein de son réseau, sans aller trop loin. « Si on force, ça ne marchera pas » confie Laure Dolique qui suit le projet pour le compte de l'Adapa. Même si les futurs résidents ne sont pas encore connus, Didier Bertron a déjà une idée sur leur identité : « Plutôt des jeunes de moins de 26 ans. Ils aimeraient bien vivre, ne pas dépendre des autres. Mais beaucoup finissent par s'enfermer chez eux et sans stimuli, ils ne feraient rien. Alors qu'il y a plein de choses à faire avec eux à condition de prendre du temps ».



« On doit travailler à notre propre disparition »

■ Avec établissements et services, voyez-vous la désinstitutionnalisation d'un mauvais œil ?

Institution et désinstitutionnalisation ne s'opposent pas mais sont complémentaires. L'ouverture est un état d'esprit qui s'applique même dans les structures accompagnantes. C'est la vocation de notre projet associatif : adapter notre offre de service à la diversité des personnes. L'Adapei a amorcé cette évolution avec plusieurs grandes opérations. À Bellegarde avec la création de six logements individuels, dans l'ancien commissariat d'Oyonnax pour les jeunes travailleurs ou autour de Bourg avec le projet de foyer de demain. Sans oublier la transformation des foyers existants où l'offre n'est plus très moderne. Il faut prendre en compte la volonté d'aller vers le non-collectif et diversifier la palette de solutions. Les jeunes veulent avoir le choix.

■ Ce qui implique une nouvelle approche...

Le bâtiment, ce n'est pas tout ! Si on ne donne pas plus d'autonomie aux personnes, ça ne sert à rien ! On doit trouver le potentiel de la personne pour qu'elle puisse se passer des professionnels. Ils auront réussi quand les usagers n'auront plus besoin d'eux. Pour les familles aussi, quitter l'environnement protecteur de l'établissement peut être difficile. Mais elles doivent accepter la prise de risque et comprendre que leurs enfants sont capables.

■ Vous sentez-vous seuls dans cette démarche ?

L'Adapei n'est pas là pour tout faire. Pour ces différents projets, on travaille avec les bailleurs sociaux. Ils nous connaissent et écoutent les attentes de la population. On a une convention avec l'Adapa pour les personnes autonomes qui ont quelques difficultés. Il faut qu'on soit interconnectables, qu'on mette en place des relais, des liens avec d'autres professionnels. On a tous des compétences ; il faut savoir les utiliser dans les parcours de vie. On est prêt à proposer une souplesse technique sur le terrain mais on ne pourra rien faire sans les autorités de contrôle et nos financeurs. Il va falloir de la souplesse. Mais l'ARS et le Département ont déjà montré leur ouverture d'esprit.



Michelle Pierret,
Directrice générale
de l'Adapei

OUVRIR LES PORTES DES ÉTABLISSEMENTS EN ATTENDANT DE LES FERMER

Pour les associations gestionnaires, flexibilité est le maître mot. Les structures les plus anciennes ne sont plus adaptées aux attentes des usagers. Entre confort et désir d'autonomie, le modèle de l'internat ou du foyer paraît bien loin. Alors, pour s'adapter aux spécificités de chacun, il faut changer de logiciel et penser l'accompagnement en terme de parcours évolutif. Un chantier auquel s'attache l'Adapei.



Après un an de fonctionnement, le DAVA a été inauguré le 29 juin dernier. L'occasion pour certains jeunes de témoigner des bienfaits du dispositif.

« Rêvez votre vie » au sein du foyer de demain

Confrontée à la reconstruire foyer dans le secteur Bourg/Ceyzériat, l'Adapei est en pleine réflexion sur l'avenir. Actuellement, les plus âgés travaillant à mi-temps se retrouvent sans accueil pendant la journée. En cas de maladie, impossible de rester chez soi. Sans parler des équipements et de la cohabitation imposée. « L'idée ne serait pas de repartir sur de l'identique » explique Patricia Badel, directrice des foyers de Domagne, la Croix Blanche et des Quatre Vents. Pour l'Adapei et les usagers, le « foyer de demain » est une chance d'innover et de se positionner sur le territoire. Les contours sont connus : il devra être au centre-ville, à proximité des bus et

commerces et s'inscrira dans une plateforme offrant plus ou moins d'accompagnement. Pour certains, ce sera un traditionnel. Pour d'autres, un accueil journée sera indispensable. Un nouveau modèle qui suppose une plus grande fluidité dans les parcours et l'organisation. En rendant possible des allers retours et en préparant les transitions, des réponses t être apportées à plus d'usagers qu'actuellement. ●

Une transition vers l'autonomie

Pas facile de travailler l'autonomie à Villereversure ! Depuis septembre, huit jeunes dans leur dernière année à l'IME ont intégré le Dispositif d'accompagnement à la vie autonome (DAVA) dans les locaux au foyer des saules, à Bourg. « À leur arrivée, les jeunes redoutaient d'être catégorisés comme déficients. On a été rassuré de les voir aller vers les autres. Les groupes de sportifs sont assez bienveillants. Mais, au foyer, chacun reste dans sa partie » explique Carole Bouteille Van Den Besselaer, chef de service. Parmi eux, quatre filles expérimentent la cohabitation dans un appartement commun où chacune a sa chambre. Quatre studios individuels complètent le

dispositif. Les jeunes apprennent aussi à gérer leur temps libre. Un chemin vers l'autonomie qui ne renie pas un accompagnement personnalisé tant sur les aspects concrets (entretien, repas) qu'en créant des passerelles avec le SAVS.

Fluidifier le parcours

L'essence du projet est d'éviter des ruptures trop violentes lorsque, symboliquement, les jeunes délaissent la « maison mère » de l'IME. Les rendez-vous avec les psychologues et assistantes sociales ont lieu à Bourg. Un changement majeur pour Emmanuel, éducateur : « peu de temps es jeunes ont fait des progrès impressionnants. Ils nous ont surpris. Certains sont méconnaissables.

Concevoir sans se limiter

Pour les familles, les équipes et les usagers, c'est l'ébullition pendant la phase de conception, aucune limite n'est posée. Tous construisent leur foyer idéal pour apporter le maximum de solutions. Plus qu'une réponse immédiate, le foyer devra s'inscrire dans la durée pour que les résidents de demain (vieillissants ou venus d'IME) trouvent leur place. L'éventail de solutions pourrait être large. Un SAVS renforcé ou un foyer « light » offrirait autonomie et sécurité : l'utilisateur vivrait à proximité du foyer où un veilleur pourrait intervenir si besoin. Un studio préparerait les jeunes à l'autonomie sur le modèle du DAVA. Sans oublier les solutions alternatives telles que de l'accueil temporaire d'urgence, les offres de répit ou les accueils séquentiels au SAJ. Les retraités pourraient rester chez eux tant qu'ils sont en capacité, découplant activité professionnelle lieu d'hébergement. Enfin, une réflexion porte sur l'accueil de jour de jeunes avec autisme dans l'incapacité de travailler, en partenariat avec les IME Lafay et Le Prélion.

Le fait d'arriver là, ils se sont dit "je ne dois plus me comporter en bébé, je suis grand". Pour eux, c'est une promotion On leur fait confiance et ça les valorise Arrivée en septembre, Charlène en est la preuve. Si les premiers temps d'adaptation étaient difficiles, tout paraît rentré dans l'ordre Je sais me débrouiller toute seule. Pour certaines choses, je demande aux adultes mais de moins en moins » confie-t-elle. Charlène appréhende un petit peu sa sortie, prévue en juillet. Habitée à chercher des stages avec des éducateurs, elle devra passer des entretiens et trouver du travail seule. ●

APPRENDRE L'AUTONOMIE AU QUOTIDIEN

Parmi les 50 personnes qu'il accompagne, le SAVS de l'APAJH à Meximieux propose 18 logements indépendants. L'occasion de faire l'apprentissage de la vie hors d'un établissement ou du cercle familial entre autonomie et accompagnement, proximité et indépendance. Rencontre avec deux résidents.

« Je me débrouille tout seul. »

Lorsque Romain Lesquir entre dans le monde du travail, à sa sortie d'IME, il vit chez ses parents. Progressivement, le SAVS débute son accompagnement. Il n'est alors pas question d'hébergement mais d'une aide pour se rendre chez ses parents et pour les tâches du quotidien. Au printemps 2009, il intègre l'une des places d'hébergement temporaire flambant neuves. Quelques semaines plus tard, il traverse le couloir et devient l'un des premiers locataires permanents. Ce qui a changé depuis ? « Je suis autonome », répond-il. Les premiers temps sont difficiles, Romain ne sachant pas cuisiner, faire les courses ou le ménage seul. Mais cette période est derrière lui : « Je me débrouille tout seul pour les courses, le repas ou pour me réveiller le matin ». Une liberté dont il tire profit. À la fin de sa journée, il apprécie le confort et la quiétude de son appartement. Le samedi, il se rend à pied à un cours de gymnastique en ville. Il peut recevoir ses amis ou de la famille pour un moment convivial. S'il avoue encore se laisser faire par les autres et devoir travailler sur sa vulnérabilité, il est aujourd'hui très autonome. En 2006, les équipes du SAVS le voyaient tous les jours. Maintenant, une fois par semaine suffit. Tous les lundis avec une éducatrice, ils parlent du travail. Actuellement, ils travaillent pour apprendre à Romain à payer avec des pièces. Et la suite ? Difficile à dire pour Romain qui, pour l'instant, se sent bien chez lui. ●



▲ Pour Romain, le principal avantage des appartements autonomes est de ne pas avoir le poids de la collectivité : c'est « chacun chez soi ».

« Maintenant, je fais la fête ! »

Romy Lejeune n'avait jamais travaillé. Depuis sa sortie d'IMPro, elle vivait avec sa mère pendant que son père travaillait. Au décès de ses parents, il fallait une solution. En urgence, sa sœur lui trouve une place en hébergement temporaire. Un déménagement rapide pour Romy qui n'avait jamais vécu seule. Mais après trois mois, aucun appartement n'est disponible au sein du service. Pour Romy, l'objectif était clair : « En foyer, moi ? Non ! ». Elle déménage dans un petit studio meublé au centre de Meximieux. Le SAVS intervient souvent pour les repas, les courses. En parallèle, Romy trouve un travail en ESAT. Après un an en studio, un appartement se libère au SAVS et Romy fait son retour. Si elle concède que la solitude était difficile au début, aujourd'hui, la situation est tout autre : « Maintenant ça va mieux, je fais la fête ! ». Pour elle, beaucoup de choses ont changé en sept ans. Elle s'est fait des amis à Meximieux, Ambérieu et Montluel. Depuis peu, elle a trouvé l'amour. À son arrivée, elle ne savait pas prendre le train. Aujourd'hui, elle va seule jusqu'à la Part-Dieu. Sans oublier ses voyages. Cette année, place aux Canaries. « C'est ma soupape ». Plus autonome, elle se sent transformée : « Avant je me laissais faire, plus maintenant ». La femme de ménage ne vient plus qu'une fois par semaine. Et encore, avoue Romy : « C'est pour la compagnie. Je débrouille toute seule ». Avec l'équipe, les rencontres sont consacrées au suivi médical, à la préparation des vacances et... à la recherche d'un appartement. « Je voudrais cicler ! Trouver un appartement à Meximieux », affirme Romy. Un grand saut auquel elle pense se sentir prête. ●



▲ Romy s'imaginerait-elle sans accompagnement ? « Oui, mais ils vont me manquer ! »

THIERRY ESMÉLAIRE, DIRECTEUR DE L'UNION D'ASSOCIATIONS SANTÉ & BIEN-ÊTRE – COMITÉ COMMUN

« L'institution n'est plus la seule réponse aux attentes des familles. »

69 ÉTABLISSEMENTS, 10 SALARIÉS, UN SIÈGE HISTORIQUE À LYON : L'UNION D'ASSOCIATION DÉBORDE LARGEMENT LES FRONTIÈRES D'Auvergne-Rhône-Alpes. SON IMPLANTATION DANS L'AIN EST ANCIENNE, CE QUI NE L'EMPÊCHE PAS DE PRENDRE AUJOURD'HUI SA PART DANS LES NOUVELLES ORIENTATIONS IMPULSÉES PAR L'ARS. L'ÉVOLUTION DE L'ITEP DE SAINT-JEAN-DE-VAREY EN EST UN BEL EXEMPLE.

• Votre présence dans l'Ain est forte mais discrète.

Les deux associations que réunit depuis 20 ans l'Union totalisent 69 établissements. Quatre Ehpad pour Santé & Bien-être : Sœur Rosalie à Confort, Saint Vincent de Paul à Bellegarde, le Clos de Grex à Corbonod, le Bon Repos à Belley avec un accueil de jour ; quatre établissements pour Comité commun : un à Saint-Jean-de-Varey, deux foyers d'accueil médicalisés, Saint-Joseph à Beaupont et Le Clos de Grex à Corbonod, qui compte aussi un foyer occupationnel.

• Saint-Joseph à Beaupont a été partiellement rénové en 2010. Quel bilan en tirez-vous ?

Trente des 80 places ont fait l'objet d'une construction nouvelle. Le cabinet d'architectes avait conçu un grand hall ouvert sur les services et les lieux de vie. Nous tirons les enseignements de ce concept pour réfléchir à la rénovation des 50 autres places que propose ce FAM. Nous sommes donc en phase de réflexion.

• Pour l'ITEP de Varey, une contrainte : des bâtiments anciens (un château médiéval) mais un contexte sanitaire et social différent.

La réflexion a été menée avec l'ARS, très engagée sur ce dossier. Elle prévoit un redéploiement hors les murs : ce ne sont plus les enfants qui viennent vers l'établissement, c'est l'institution qui les accompagne vers le milieu ordinaire. Nous avons signé le 28 juin un CE (voir encadré) qui est l'aboutissement d'une réflexion et d'un travail de coordination – auquel je tiens beaucoup – avec la direction et les salariés, le Département, l'ARS, la communauté de communes. Cette démarche, très innovante et partenariale, va être modélisée et essaimée en interne. Elle induit de nouvelles façons de travailler, une autre mobilité professionnelle, l'implication des services RH et Patrimoine.

• Que va devenir le château ?

Pourquoi pas des activités touristiques ou l'accueil de séminaires ! La réflexion est ouverte.

• Un autre établissement accuse son âge et sa complexité : l'Ehpad Sœur Rosalie à Confort.

L'exploitant que nous sommes se trouve confronté à une difficulté : l'évolution du profil des résidents de moins en moins compatible avec la nature des locaux. Faut-il restructurer ou délocaliser ? Nous répondrons à cette question avec nos partenaires Département et ARS.

• Vous avez été nommé directeur général il y a un peu plus d'un an. Quel regard portez-vous sur le partenariat dans l'Ain et sur ce bouillonnement de projets innovants ?

J'ai trouvé l'ARS très accessible et fortement impliquée dans la collaboration. A l'occasion de la signature du CPOM, Mme Lecenne, Directrice Générale de l'Autonomie, a souligné le caractère exemplaire du projet de redéploiement de l'ITEP en plusieurs formes de services sur le pays de Gex. Les pratiques d'accompagnement doivent évoluer. L'institution n'est plus la seule réponse aux attentes des familles. Nous devons adapter notre offre de services sous toutes les formes d'accompagnement vers l'autonomie. Paradoxalement, nous avons une montée en charge de la dépendance dans les Ehpad. On y entre de plus en plus tard. À nous de garantir les meilleures conditions pour un accueil de qualité. ●

Propos recueillis par A.G.



Rééquilibrer

Le redéploiement de l'ITEP de Varey passe par la case pays de Gex, condition mise par l'ARS pour donner une « zone blanche », c'est-à-dire sous dotée. Les 67 places sont redistribuées et augmentées selon de « nouvelles modalités », avec des constructions nouvelles et la volonté d'être au proche des lieux de copolarisation : création d'un SIRIUS (service innovant pour des réponses innovantes aux usagers) implantés à Saint-Genis-Pouilly (signature en septembre 2017) ; création de 4 SAPHIR (Service d'accompagnement permanent avec hébergement inclusif et ressources) : 2 à Péron, 1 à Prévessin-Moëns, 1 à Poncin. Montée en charge en 2018 et 2019.

L'art et la matière pour embellir l'enfance

Il faut prendre sur la droite, à la sortie de Dorton, une route qui traverse le hameau de la Roche et grimpe dans la nature. De quoi semer le doute sur la destination finale qui consiste à dénicher une usine à la campagne. Le meilleur moyen d'y parvenir est encore de suivre le semi-remorque qui n'est pas là par hasard. On voit très vite des piles de bacs plastiques dépasser les frondaisons. C'est là ! Le bahut entame une marche arrière délicate pour aller se coller au quai de chargement. Il reste à se faufiler entre les bâtiments et les montagnes de casiers avant d'accéder aux bureaux noyés dans ce surprenant capharnaüm où, on le découvrira plus tard, il y a place pour chaque chose et où chaque chose est à sa place.

Genèse...

Au commencement était la matière plastique qui inondait la vallée ; le souffle d'esprits ingénieux et de machines à injection lui a donné toutes sortes de formes, sans pour autant se soucier du continent de déchets qu'il laissait derrière elles. C'est ici, entre autres, dans ce trou de verdure, que finissent les rebuts de production de la Plastics Vallée. Chantal Gavand n'a pas choisi ce lieu à l'écart pour cacher ses vertueuses activités de récupération et de recyclage. C'est là que ses parents "faisaient du peigne", comme on dit à Oyonnax, dans ces bâtiments typiques

conçus comme des ateliers. Le peigne, une tradition locale, un joli souvenir et de belles pièces exposées comme des œuvres d'art au Musée du même nom installé au premier étage du centre culturel Aragon, à Oyonnax. Ironie de l'histoire industrielle : Chantal Gavand a dû tourner la page des objets coiffants il y a une trentaine d'années pour se lancer dans une idée neuve, la collecte et le traitement des déchets plastiques, ainsi que le négoce des thermoplastiques et élastomères à broyer. Des milliers de tonnes de rebuts retrouvent leur composition originelle sous la forme de milliards de billes qui, mises en bags, reprennent la direction des presses à injecter.

Seuls échappent à ce déluge alimenté par les broyeurs des concrétions monochromes, répandues comme des coulées de lave, des arabesques tarabiscotées de fils, des flacons répandus comme des flocons, des phantasmes psychédéliques, des stalactites complètement torsadées, des produits sans forme et des formes sans produits qui finissent en œuvres d'art décoiffantes. Un musée à ciel ouvert émerge sans cesse de ces caisses rangées par produits. Philippe, un des employés, vous sort d'une grille de remplissage un capot ajouré de compteur servant de masque à Dark Vador ou des coques de rétroviseur, articulées comme des mandibules d'arthropodes. Un vrai jeu de piste pour poètes

surréalistes et créatifs branchés qui conduit tout droit à l'art brut. Mais que fait là allongé dans un bac, en haut d'une pile de caisses, Didier Goiffon, le chef de la Marelle, la tête dans ses étoiles qui ont assuré la renommée de son restaurant de Péronnas ?

Gastronomie

« J'aime les bons repas, c'est mon péché mignon, et j'apprécie particulièrement la cuisine de Didier Goiffon. En revanche, j'apprécie moins la déco de son restaurant, et je le lui ai dit. » Saine franchise oyonnaxienne... probablement un des héritages les mieux gérés de la vallée. Chantal Gavand et Didier Goiffon se sont liés d'amitié. Piqué par la remarque, le chef est venu découvrir la drôle de cuisine de l'usine de Dorton. Le choc pour ce toqué d'art intrigué par les antennes sans fin de ce qui pourrait ressembler à un homard ou les bourrelets monochromes qui s'étalent façon béchamel. C'est de cette effusion qu'est née Gabryélé, du prénom du fils de Didier et de la petite-fille de Chantal auquel on a ajouté un é parce que la place était déjà prise. Une association ouverte aux artistes, aux créatifs, aux cuisiniers, aux sportifs, à « toutes les belles personnes qui savent le bonheur des parents et des enfants quand on leur vient en aide ». Les déchets subissent une seconde transformation. Transfiguration devrait-on dire, puisque le regard

de l'artiste — du plasticien — le métamorphose. Anne-Isabelle Ginisti, notre illustratrice préférée à *Interaction*, a récupéré des coques de joueurs de baby-foot qu'elle a peintes en noir et agencées comme des soldats nord-coréens. L'ensemble a plu puisque ce fut la première œuvre vendue lors de la soirée de lancement.

Générosité

Gabryélé récoltera des fonds en vendant des œuvres d'art, issues du hasard des formes et des couleurs, à destination de l'enfance. Elle n'est pas la première à procéder ainsi, sauf qu'elle souhaite réunir dans un même élan de solidarité des personnes d'horizons très divers. Un pied dans la Plastics Vallée, un autre dans la plaine de Bresse : l'association veut effacer les montagnes tout en posant quelques barrières. Elle n'agira que dans l'Ain, auprès d'associations qui mènent des actions concrètes, sans frais de gestion et avec des résultats tangibles.

Quad 01 qui œuvre pour des enfants autistes sera, par exemple, la première à en bénéficier. Le but n'est pas non plus d'avoir une photo dans le journal lors de la remise du chèque. Pour Chantal Gavand, tout est dans la qualité du regard face à l'œuvre et à l'enfant. En attendant, Gabryélé est déjà dans les réseaux, sur Facebook et dans la cité des arts. Il doit bien rester encore un peu de place au Musée du Peigne ? ● A.G.



→ Quelques œuvres exposées lors de la soirée de lancement de Gabryélé. Certaines formes sont saisissantes de puissance évocatrice et de finesse esthétique.



→ Chantal Gavand et Didier Goiffon lors de la soirée de lancement dans les locaux des établissements Béguet, à la Vavrette. Un lieu dédié à la signalétique et à la communication graphique qui allait comme un gant à cette première.



→ C'est dans ce dédale de caisses que sont stockés les déchets de la Plastics Vallée, comme le veut désormais la réglementation (élastique) sur le recyclage. Ces rebuts n'ont pas un caractère de dangerosité, mais ils sont encombrants !



→ Non, ce n'est pas une décharge, mais un musée à ciel ouvert pour peu que l'on ait l'imagination vagabonde. Reste que la société de consommation ne produit pas que de chefs-d'œuvre : on dirait des portières de Citroën Méhari et des restes de homard.



→ C'est vrai que cette future œuvre d'art en pleine émergence ne possède pas les mêmes subtilités que les tableaux d'un Eugène Boudin, par exemple. Il faut s'y habituer, au risque d'entendre certains dire que tout est bon dans le plastique...



→ Les déchets finissent dans un broyeur installé en haut de ce toboggan qui fonctionne en sens inverse. Une machine assourdissante qui fait disparaître aussi prototypes d'essais et défauts de production.



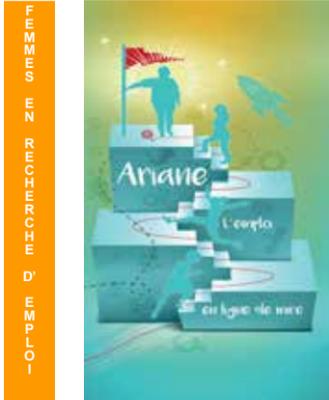
→ Recyclage terminé : les bags blancs repasseront dans les presses à injecter. L'art est vraiment un moyen de sortir du lot et de survivre !



→ Didier Goiffon, le chef du restaurant de Péronnas La Marelle, co-fondateur de l'association Gabryélé.

CIDFF DE L'AIN

→ **Un fil d'Ariane pour l'emploi**
Cofinancé par l'État et la Région, le dispositif Ariane permet aux femmes en recherche d'emploi après une interruption pour raisons familiales de bénéficier d'un accompagnement spécifique, alliant temps individuels et collectifs. Il est mis en œuvre dans l'Ain par le CIDFF, avec les partenaires de l'emploi et de l'insertion sociale. ●



Le CIDFF de l'Ain agit pour la promotion de l'accès aux droits et l'égalité entre les femmes et les hommes.
100, place Louis Blériot - 01000 Bourg en Bresse
Membre de la Fédération nationale des CIDFF sous agrément de l'Etat

→ Le CIDFF à Bellegarde

À partir de septembre, le CIDFF tiendra une permanence d'informations juridiques et pour l'emploi à Bellegarde, à la Maison de l'emploi et de la formation. ●

Tél. 04 74 22 39 64 www.cidff01.fr

HISTOIRES DE SOIE

→ Les Musées départementaux des pays de l'Ain développent l'accessibilité des publics. Le 17 mai, au musée des Soieries Bonnet, une première visite sensorielle était organisée pour des personnes en situation de handicap visuel. Découvertes tactiles, écoute des machines en fonctionnement et des témoignages oraux, approche olfactive des lieux, dégustation de fruits du mûrier blanc, ont permis au groupe de découvrir les ateliers de l'usine et les expositions du musée. ●

www.patrimoines.ain.fr



→ À la découverte tactile des matériaux de construction (pierre, plâtre, brique) de l'usine Bonnet.

DU NEUF À VIVRE EN VILLE 01

→ Exit les locaux étroits et vétustes de l'avenue Maginot, à Bourg-en-Bresse : Vivre en ville 01 s'est installé en mars dans 300 m², plus près du centre-ville, au 14 rue de la Grenouillère. Réaménagés par la Semcoda, « qui a eu une très bonne écoute de nos besoins et a pris en charge le coût des travaux », précise Didier Faget, directeur, les lieux offrent une vaste salle d'activité et de réunion, des bureaux séparés pour le SAJ*, le SAVS** et l'association, une cuisine pour le SAJ. Un changement qui permet d'améliorer l'accueil des usagers et des partenaires, et qui s'inscrit dans la volonté du nouveau projet du SAJ de favoriser l'ouverture vers l'extérieur et l'insertion sociale, via un accompagnement plus individualisé, d'une durée définie, amenant la personne à se projeter dans une dynamique de sortie. ●

* Service d'accueil de jour

** Service d'accompagnement à la vie sociale

www.vivreenville01.com

UN NOUVEAU LOOK POUR CAF.FR

→ Avec plus de 40 millions de connexions mensuelles, le site caf.fr est aujourd'hui le 36^e site Internet le plus consulté et le 2^e dans la sphère sociale. Lancé il y a une vingtaine d'années, il vient de connaître une importante refonte, améliorant son ergonomie et son contenu. Objectif : faciliter l'accès aux droits des usagers avec :

- une approche centrée sur l'utilisateur,
- une simplification des parcours de navigation,
- un design simple adapté aux tendances actuelles,
- une approche tactile et une accessibilité sur mobile. ●

www.caf.fr

L'ITEP l'Arc-en-ciel se met au vert

→ Le développement durable est au cœur du projet Permaculture lancé par l'ITEP l'Arc-en-ciel (Orsac), à Trévoux. Outil durable de développement des connaissances, de sensibilisation à l'environnement et aux métiers d'avenir, une ferme écologique et solidaire est en train de naître, sur une vaste zone du parc de l'Institut.

Sur le terrain, les élèves engagés dans le projet sont à l'œuvre depuis le printemps : création d'une butte expérimentale, conception globale du site, étude de faisabilité, recherche de financements, préparation de la serre...

Suivront, à la rentrée puis au fil des saisons, la plantation d'arbres, la préparation du

jardin potager, l'installation du poulailler, la création de la mare... Coordonné par Rémi Garcia, professeur de SVT et physique-chimie, et Jean-Baptiste Decotte, ingénieur écologue de VigiLIFE, le projet est soutenu par les fondations Agir Sa Vie et Nature & Découvertes.

« L'ITEP de raccrochage - le seul en France, disposant d'un collège en interne - accueille des jeunes en rupture avec les adultes et avec les apprentissages. Notre mission est de développer leurs compétences pour leur permettre de raccrocher avec l'enseignement ou la formation. Les méthodes se déclinent dans des situations très concrètes de production artisanale, artistique, sportive

ou culturelle, où l'enfant est acteur, va trouver comment dépasser ses difficultés », rappelle Gilbert Guy, directeur. « Dans le projet Permaculture, tout devient motif pour étudier en classe, calculer, rédiger, écrire, s'exprimer : les enfants ont travaillé sur les plans, l'observation de la nature, la création de la serre... Ils sont enthousiastes. C'est un projet très structurant, avec des étapes définies. Ils apprennent à se projeter dans le temps, ne pas être enfermés dans l'immédiateté. C'est très important. »

Les jeunes seront aussi acteurs de la communication autour du projet : mise en ligne sur Internet, témoignages vidéo, organisation de visites pour des écoles... ●

Appartements

Maisons

Chambres

Studios

meublés - non meublés

conventionnés APL

sans frais d'agence

paiement à terme échu

**Logements en résidences**

- Ambérieu-en-Bugey 04 74 34 61 66
- Belley 04 79 81 03 56
- Bourg-en-Bresse 04 74 22 03 53
- étudiants 04 74 23 63 99
- accueil jeunes 04 74 23 12 62
- Ferney-Voltaire 04 50 40 78 02
- Miribel 04 78 55 39 89
- Oyonnax 04 74 77 48 07
- étudiants 04 74 77 10 04
- Saint-Genis-Pouilly 04 50 42 13 66

Parc de logements locatifs

Disponibilités et formulaire de demande de logement sur www.alfa3a.org ou Nawal Hedi-Doghman 04 74 38 29 77

Parc de **250**
logements locatifs

Plus de **3000**
logements meublés en résidences

alfa3a
accueillir
associer
accompagner

6, 7, 8, 9, 14, 15, 16, 20, 21, 22, 23
JUILLET 2017



SPECTACLE SON ET LUMIERE

sur les pas de VINCENT DEPAUL

SCÉNARIO ET MISE EN SCÈNE DE XAVIER ARLOT

Châtillon-sur-Chalaronne Ain



www.spectaclevincentdepaul.fr | Tél. 04 74 55 02 27

400 bénévoles mettent en scène la vie du célèbre précurseur de l'action sociale, fondateur de la confrérie des Dames de la charité. Une fresque historique sur fond de guerre de Trente ans, dans l'enceinte du vieux château, avec costumes d'époque, cavaliers, effets pyrotechniques...

Début du spectacle à 22 h (ouverture à 21 h).

Tarifs : adulte 17 €, réduit* 15 €, enfant (moins de 7 ans) 6 €, solidaire 20 €.**

* Scolaires, étudiants, demandeurs d'emploi, handicapés, familles de 3 enfants et plus

** Reversement de 5€ à la Ligue contre le cancer

Réservations :

www.billetweb.fr/sur-les-pas-de-vincent-depaul

Offices du  isme : Châtillon-sur-Chalaronne, Villars-les-Dombes, Ars-sur-Formans, Trévoux, Belleville, Bourg-en-Bresse
Sur place suivant disponibilité – Paiement CB uniquement sur billetweb et dans les O.T.